

البرنامج الوطني للتربية على حقوق الإنسان

جذازات بيداغوجية
لتطبيق منهاج التربية على حقوق الإنسان
في مادة اللغة الفرنسية
بالتعليم التأهيلي

Présentation des fiches pédagogiques de français intégrant l'éducation aux Droits de l'Homme

La contribution d'une langue étrangère, telle que le français, à l'éducation aux droits de l'Homme se manifeste non seulement par les contenus humanistes et interculturels qu'elle peut véhiculer mais aussi par la pratique de formes d'expression et de communication qui prennent en considération l'Autre dans tout ce qu'il a d'humain ... Choisi, parmi d'autres, comme discipline véhiculaire des concepts relatifs à l'éducation aux droits de l'Homme, le français et de surcroît les enseignants chargés de sa mise en oeuvre dans les classes de l'enseignement fondamental et secondaire, se trouvent ainsi chargés d'une mission combien noble et compatible aux objectifs et tâches qui leur sont assignées. En fait, les diverses activités proposées dans la classe de français offrent à l'enseignant la possibilité de développer chez l'apprenant marocain des compétences en matière d'éducation aux Droits de l'Homme par le biais d'une attention particulière et continue portée sur la modification des comportements des élèves lors des interactions verbales et non verbales qui s'établissent entre eux à l'intérieur et à l'extérieur de la classe.

Dans la pratique, cela se traduit également par l'intégration systématique dans les programmes de français actuellement en vigueur, de valeurs humaines traduites en capacités à développer chez l'élève dans le domaine des Droits de l'Homme. Ces capacités et valeurs répertoriées dans un référentiel de l'éducation aux Droits de l'Homme, ont été définies à partir de sept compétences fondamentales qui constituent la base de cette éducation :

- 1- La loi**
- 2- La dignité**
- 3- la liberté**
- 4- l'égalité**
- 5- la solidarité**
- 6- la tolérance**
- 7- la démocratie**

L'équipe pédagogique chargée de l'élaboration de quelques exemples de

fiches pédagogiques qui permettraient la concrétisation / illustration de cette approche, a procédé dans un premier temps à la définition d'une "**stratégie d'intégration**" qui prendrait en considération à la fois les exigences du référentiel relatif à l'éducation aux Droits de l'Homme et les spécificités didactiques et méthodologiques de l'enseignement / apprentissage du français dans les cycles fondamental et secondaire. Cette stratégie repose sur les principes suivants :

1- Il s'agit surtout d'intégrer dans les programmes en vigueur, des démarches éducatives et pédagogiques visant le développement des capacités requises en matière d'éducation aux Droits de l'Homme sans pour autant leur réserver des séances ou moments de classe spécifiques. Il ne s'agit donc pas de "leçon sur les Droits de l'Homme" ni d'étapes de leçons réservées à la question, mais d'activités de français impliquant au passage une attention particulière portant sur une ou plusieurs capacités à développer chez l'apprenant en matière d'éducation aux Droits de l'Homme. Ces activités ont été conçues suivant une démarche interactive où l'élève est continuellement sollicité et totalement impliqué dans l'action pédagogique afin d'avoir un comportement en classe et hors de la classe conforme aux principes des Droits de l'Homme.

2- Cette intégration devrait prendre en considération les spécificités pédagogiques de l'enseignement du français telles qu'elles sont définies dans les R.P et manuels en vigueur : conception des programmes en unités didactiques étalées sur deux semaines et pivotant autour d'un thème ou d'un objectif communicatif; décroisement et complémentarité entre les différentes séances de l'U.D, système de régulation et d'évaluation intégrée, etc.

3- L'intégration se fera donc au niveau de l'Unité Didactique et non pas au niveau de l'activité prise isolément. Elle pourra alors couvrir la totalité ou seulement une partie des activités de l'U.D dans un but de complémentarité et suivant les exigences qu'impose parfois le prolongement didactique d'un cours de français intégrant l'éducation aux Droits de l'Homme :

Lecture ----->activités orales->expression écrite
activités orales->langue ----->expression écrite
Lecture ----->langue ----->activités orales->expression écrite
etc.

Sachant pertinemment qu'une même capacité en matière d'éducation aux Droits de l'Homme devrait être développée d'une manière continue à la fois en activités de lecture, d'expression orale, de langue et d'expression écrite ... Ce sera donc plus un "projet pédagogique séquentiel" couvrant un ensemble d'activités qu'une simple fiche pédagogique d'un cours isolé.

4- Les manuels et programmes de français en vigueur proposent quelquefois des activités totalement appropriées à la démarche pédagogique préconisée en matière d'éducation aux Droits de l'Homme; nous les avons conservées et reproduites telles quelles en les insérant dans l'ensemble des activités qui constituent l'U.D afin de conférer à cette dernière toute la cohérence requise. La démarche adoptée en matière d'intégration de l'éducation aux Droits de l'Homme dans les programmes en vigueur, nous a également amené à conserver les supports didactiques (textes, images ...) figurant sur les manuels pour les réexploiter d'une manière appropriée aux nouveaux objectifs visés par l'éducation aux Droits de l'Homme.

Les fiches pédagogiques ci-jointes présentent une illustration de cette démarche sans pour autant prétendre être exhaustives. Elles constituent des exemples de démarches pédagogiques dont le professeur pourrait s'inspirer afin d'élaborer, le cas échéant, ses propres fiches pédagogiques.

INSERTION DE L'EDUCATION AUX DROITS DE L'HOMME DANS LES PROGRAMMES DE FRANÇAIS

**1^{ère} Année de l'Enseignement Secondaire
- Sciences et techniques -
1AS - Sciences**

Dossier composé d'une fiche pédagogique appropriée à deux activités de classe (lecture et expression orale) distinctes mais interdépendantes, intégrant des capacités à développer en matière d'éducation aux Droits de l'Homme.

REFERENCES GENERALES D'INSERTION

| | |
|--|--|
| Niveau d'insertion | - Unité didactique N° 7 "Faits divers". - Manuel de français - 1AS Sciences - pages 133...154. |
| Objectif général | Exploiter la presse pour s'informer et pour constituer son propre opinion au sujet de conflits sociaux. |
| Objectif fonctionnel | Savoir traiter l'information. |
| Objectif communicatif | Raconter pour informer, dans le discours journalistique. |
| Activités de classe | - Lectures : 1/ "Scènes de casse dans le 18ème arrondissement" page 144. 2/ "Chasse à l'enfant" poème - page 149. - Activités orales : 1/ Journée de l'enfant africain - UNICEF - page 140. 2/ L'immigration clandestine - page 139. |
| Capacités à développer en matière des Droits de l'Homme | - Etre sensible aux problèmes de discrimination dont sont parfois victimes les immigrés. - Etre capable de se mettre à la place de l'autre afin de partager ses souffrances . - Etre conscient de l'égalité des Hommes devant la loi. - Etre animé d'un esprit de solidarité avec l'Homme dans sa dimension universelle. - S'informer au sujet des actions menées par l'UNICEF en faveur des enfants en Afrique. |
| Compétences visées | L'égalité - la solidarité - la dignité -la tolérance. |
| Références 133/134. | - Manuel de français - 1 ^{ère} AS - Sciences - édition 94 pages - Guide pédagogique du professeur - 1 ^{ère} AS - Sciences - édition 94 p.83/92 - Recommandations pédagogiques relatives à l'enseignement du français dans le secondaire - édition 1994. - Référentiel relatif à l'éducation aux Droits de l'Homme . 1997. |

| |
|-------------------------------|
| Fiche pédagogique n° 7 |
|-------------------------------|

ACTIVITES DE LECTURE ET D'EXPRESSION ORALE

REFERENCES

| | |
|--|---|
| Supports didactiques | <ul style="list-style-type: none"> - Texte d'appui : "scènes de casse dans le 18^{ème} arrondissement" manuel - page 144. - Textes complémentaires : 1- "chasse à l'enfant" poème de J.Prevert p.149 2- "journée de l'enfant africain" - p. 140 3- "clandestins, la longue marche" - p 139 |
| Objectif général | Lire et discuter les informations dégagées à partir d'un article de journal. |
| Objectifs spécifiques | <ul style="list-style-type: none"> - Dégager les caractéristiques du discours journalistique et du discours rapporté. - Relever, classer et analyser les informations contenus dans un article de presse. - voir comment la même information est traitée différemment dans deux ou plusieurs articles distincts. |
| Capacités à développer en matière des Droits de l'Homme | <ul style="list-style-type: none"> - Etre sensible aux critères d'objectivité dans le travail de la presse. - Etre capable de dénoncer toutes les formes de discrimination dont l'Homme serait victime. - Etre solidaire avec les déshérités et les victimes des inégalités sociales. - Etre capable de traiter des situations sociales à la lumière des réglementations internationales. |
| Compétences visées | L'égalité - la solidarité - la dignité - la tolérance . |
| Unité didactique d'insertion | <ul style="list-style-type: none"> - Unité didactique n°7 "Faits divers". Manuel de français - 1^{ère} AS sciences et techniques pages 133...154. - Cf. guide du professeur pages 85...91. |

REFERENCES

| Etapas/objectifs intermédiaires | Contenus et conduite de la classe |
|---------------------------------|--|
| 1. Mise en situation | <p>TEXTE : LECTURE EXPLIQUEE</p> <p style="text-align: center;">Scènes de casse dans le dix-huitième arrondissement</p> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 45%;"> <p>La pluie et les insultes tombent sur la haie de casques bleus qui barre la rue du commissariat des Grandes-Carrières. Les gendarmes mobiles savent qu'ils vont passer un sale moment. Une cinquantaine de jeunes du quartier sont venus crier "justice" et "vengeance" pour leur copain zairois tué la veille d'une balle tirée à bout touchant. Ils se mêlent aux habitués de l'antiracisme qui lancent des roses sur les boucliers et qui parlent du "retour de la droite et des bavures"</p> <p>Dans un silence survolté, le père de l'adolescent mort en garde à vue dit sa peine, son incompréhension.</p> <p>Un jeune Noir, qui affirme avoir été emmené aux Grandes-Carrières en même temps que son ami décédé, injurie violemment les uniformes qui bloques la rue. Après les</p> </div> <div style="width: 45%;"> <p>menaces et les crachats, il jette un lourd boulon sur les boucliers.</p> <p>Le cocktail classique - Blacks, Blancs, Beurs - de la jeunesse des quartiers populaires ne tarde pas à éclater. Un déluge de bouteilles récupérées dans des conteneurs pour verre usagé, de gravats ramassés sur les chantiers voisins, d'oeufs volés dans un supermarché du coin, s'abat sur les forces mobiles qui bouclent l'accès au commissariat et ont reçu la consigne de ne pas broncher; "A la mairie !" Des pare-brise de voitures, les vitrines d'une blanchisserie et d'une compagnie de théâtre dégringolent sur le passage d'une petite centaine de jeunes surexcités.</p> <p style="text-align: center;">"C'est un "warrior", un combattant"</p> <p>Sous les yeux réprobateurs des habitants, dont des Beurs qui refusent de rejoindre les émeutiers :</p> </div> <div style="width: 45%;"> <p>"ils valent pas mieux que le flic qui a tué le même. Ils ont la violence latente en eux", commente une beurette rentrant chez elle. "Faut pas mettre le feu à Paris". Ajoute un vicil immigré, sac à provisions à la main.</p> <p>Mai comment invoquer la raison face à de telles passions ? Quand des militants associatifs tentent de calmer le jeu, ils sont à leur tour bousculés et insultés. Place Jules-Joffrin, la mairie est protégée par des forces de l'ordre qui essuient à leur tour une averse de projectiles. La tension est aussi très forte de leur côté. A plusieurs reprises, on verra fuser des pierres renvoyées en direction de la foule par des policiers qui s'abritent derrière la haie de boucliers. L'une d'elles atteint violemment un badaud à l'épaule.</p> </div> </div> <p style="text-align: right;">"Le Monde" Vendredi 09 Avril</p> |
| | <ul style="list-style-type: none"> - Commencer par expliquer les notions d'immigration, de conflit social, de discrimination et de xénophobie. - Faire appel à l'expérience et aux préacquis des élèves pour présenter la situation actuelle des immigrés en France. |

| | |
|-------------------------------------|--|
| 2. Contextualisation | <ul style="list-style-type: none"> - Typographie: colonnes- texte de présentation -titre... - Espace/temps de l'énonciation ... - Qui écrit ? Pourquoi ? Pour qui ? au sujet de quoi ? - Type de journal dont est extrait l'article : "Le Monde"... - Date d'apparition : Vendredi 09 Avril 1993 (événements ayant marqué cette date ...). - Auteur : Au nom du journal "Le Monde". <p style="text-align: center;">***</p> |
| 3. Référentialisation | <ul style="list-style-type: none"> - L'événement rapporté : manifestation des immigrés en France suite à l'assassinat d'un Zaïrois. - Les personnes, les lieux, les objets indiqués ... <p style="text-align: center;">***</p> |
| 4. Structuration discursive | <ul style="list-style-type: none"> - Organisation discursive de l'article. - Connecteurs spatio-temporels. - Visée communicative de l'article : dénoncer l'assassinat de l'immigré ou l'attitude des émeutiers ? <p style="text-align: center;">***</p> |
| 5. Synthèse et commentaires | <ul style="list-style-type: none"> - Amener les élèves à discuter le contenu de l'article et la manière dont l'événement y est présenté. - Discuter des cas de xénophobie et de discrimination dont seraient victimes les immigrés en France ou ailleurs : dénoncer toutes ces formes de rejet et dénoncer également toutes les formes de violence adoptées pour lutter contre ces injustices. |
| 6. Travail hors de la classe | <ul style="list-style-type: none"> - Demander aux élèves de chercher dans la presse des articles traitant du même sujet en vue de comparer entre les différentes stratégies discursives adoptées par les journalistes. |

PROLONGEMENTS

| Activités | Contenus / références |
|---|---|
| <p>PHASE 1 : Lecture 2</p> <p>Objectifs : Sensibiliser les élèves aux problèmes de l'enfance mal-traitée.</p> | <p>TEXTE:</p> <p style="text-align: right;">Chasse à l'enfant</p> <p><i>Bandit ! Voyou ! Voleur ! Chenapan ! Au-dessus de l'île on voit des oiseaux Tout autour de l'île il y a de l'eau Bandit ! Voyou ! Voleur ! Chenapan ! Qu'est-ce que c'est que ces hurlements Bandit ! Voyou ! Voleur ! Chenapan ! C'est la meute des honnêtes gens Qui fait la chasse à l'enfant Il avait dit J'en ai assez de la maison de redressement Et les gardiens à coups de clefs lui avaient brisé les dents Et puis ils l'avaient laissé étendu sur le ciment Bandit ! Voyou ! Voleur ! Chenapan ! Maintenant il s'est sauvé Et comme une bête traquée Il galope dans la nuit Et tous galopent après lui Les gendarmes les touristes les rentiers les artistes Bandit ! Voyou ! Voleur ! Chenapan ! C'est la meute des honnêtes gens Qui fait la chasse à l'enfant Pour chasser l'enfant pas besoin de permis Tous les braves gens s'y sont mis Quels sont ces éclaires ces bruits C'est un enfant qui s'enfuit On tire sur lui à coups de fusil Bandit ! Voyou ! Voleur ! Chenapan ! Tous ces messieurs sur le rivage Sont bredouilles et verts de rage Bandit ! Voyou ! Voleur ! Chenapan ! Rejoindras-tu le continent rejoindras-tu le continent ! Au dessus de l'île on voit des oiseaux Tout autour de l'île il y a de l'eau.</i></p> <p style="text-align: right;">Jacques PREVERT "Paroles"</p> |
| <p><u>exploitation :</u></p> | <p>- Lecture expliquée du poème dont on discutera la morale. Un entraînement à la lecture expressive et à la diction viendra clore cette séance dont l'objectif reste la sensibilisation des élèves à l'enfance maltraitée.</p> <p>- Appel à la créativité des élèves pour une meilleure exploitation de ce poème.</p> |

**PHASE 2 :
EXPRESSION
ORALE**

Objectifs :
recherche en
documentation
pour animer un
exposé-débat au
sujet des actions
de l'UNICEF en
faveur des enfants
démunis.

ACTIVITES ORALES

a - Activité 1 :

- ♦ Exposé à visée informative au sujet de l'UNICEF à partir du document suivant (page 140) à préparer par un groupe d'élèves et à présenter en classe avec l'appui du professeur.

**Enfance - UNICEF
Journée internationale
de l'enfant africain le 16 juin**

La troisième Journée annuelle de l'enfant africain sera le 16 juin, l'initiative de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) en collaboration avec l'UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'Enfance), qui entend attirer l'attention sur les «urgences silencieuses» de ce continent, apprend-on vendredi auprès de l'UNICEF.

Sécheresse, famine, conflits, analphabétisme, maladies : en dépit des progrès enregistrés en 30 ans (accroissement de 13 ans de l'espérance de vie, scolarisation de 70% des filles en primaire), «d'immenses défis» ont continué de s'imposer à l'Afrique, estime l'UNICEF. Près de 250.000 enfants sont morts



en 1992 en Somalie où les améliorations récentes (en moins d'un an, 300.000 enfants ont été vaccinés contre la rougeole et le taux de malnutrition a diminué de moitié) sont «réelles mais précaires», indique l'organisation. Lors de la conférence pour l'appui aux enfants africains, en Novembre 1992, les Etats africains se sont engagés à porter d'ici à 1995 la couverture vaccinale des enfants de 75 à 80% (à 90% contre la rougeole), et à réaliser à 80% l'utilisation des techniques de réhydratation orale, rappelle l'UNICEF. (AFP).

“LIBÉRATION” :

Dimanche/Lundi 13/14 JUTN 1993

b - Activité 2 :

- ♦ Débat au sujet de l'immigration clandestine : les élèves avertis à l'avance devaient étudier hors classe le document figurant à la page 139 du manuel et chercher des documents complémentaires (photos, articles de presse, documents

Objectifs :
Organiser un
débat en classe
(débat préparé
par les élèves)
au sujet de
l'immigration
clandestine.

Clandestins

La longue marche

vers ... l'expulsion !

Trente-trois passagers clandestins ont été découverts mardi à Marseille (sud de France) à bord de deux cargos marocains et consignés sur les bateaux en attendant d'être prochainement renvoyés dans leurs pays d'origine, a-t-on appris de source policière.

Les services de la police de l'air et des frontières, ainsi que des douanes, ont trouvé 32 clandestins cachés dans des remorques de camions, à bord du "Meknès" qui arrivait de Casablanca. Un autre passager clandestin a été découvert le même jour à bord du "Laknoul".

Une procédure de non-admission sur le territoire a été engagé, a-t-on précisé de même source.

De son côté, l'agence espagnole "EFE" a rapporté lundi que la police espagnole a arrêté durant le week-end dernier à Sebta, 108 personnes dont 74 en situation irrégulière.

Selon la même source, quarante parmi les personnes arrêtées ont été expulsées vers le Maroc.

Liberation
Vendredi 3 Décembre 1993

**INSERTION DE L'EDUCATION AUX
DROITS DE L'HOMME DANS LES
PROGRAMMES DE FRANÇAIS**

**2^{ème} Année Secondaire
- Sciences et Techniques -
-2AS Sciences-**

Dossier composé de 2 fiches pédagogiques appropriées à des activités de classe distinctes mais interdépendantes, intégrant des capacités à développer en matière d'éducation aux Droits de l'Homme.

REFERENCES GENERALES D'INSERTION

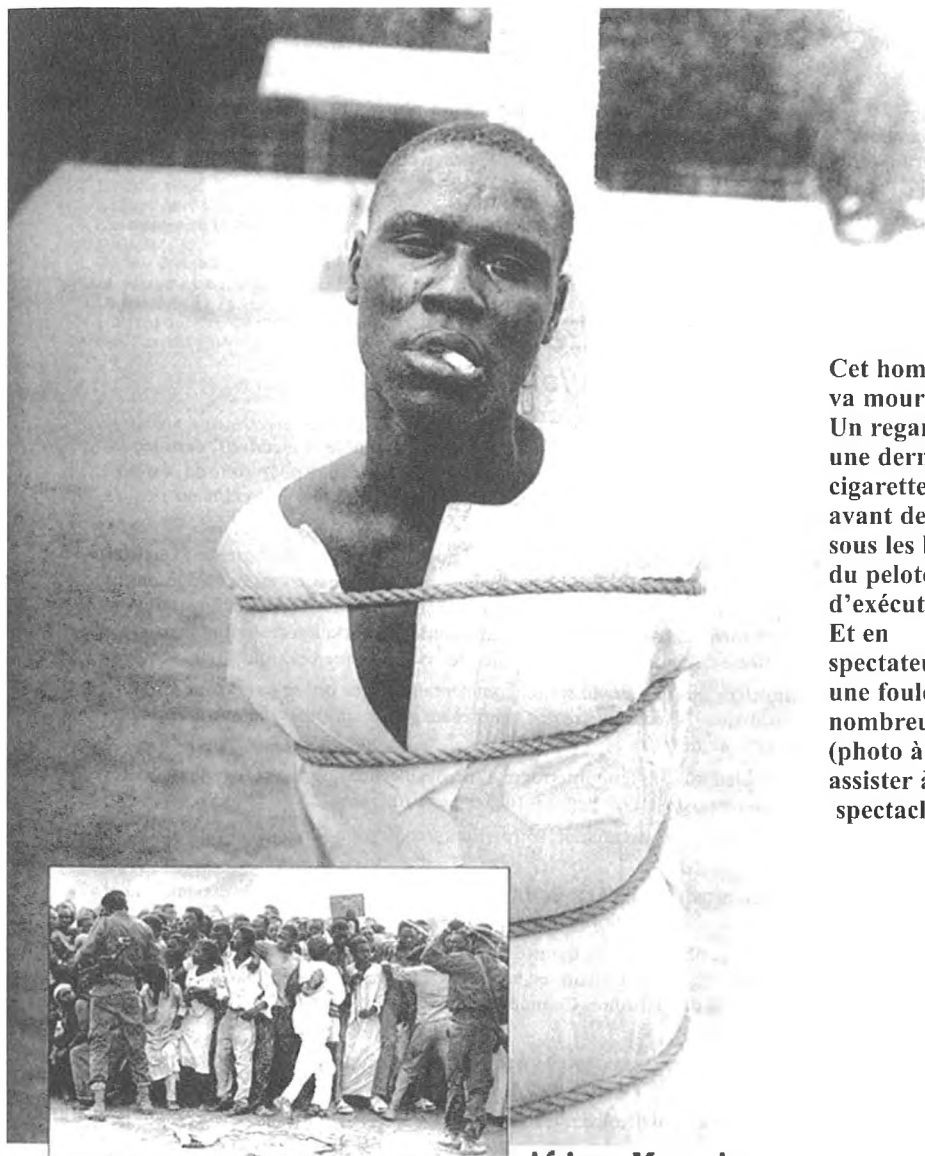
| | |
|--|---|
| Niveau d'insertion | - Unité didactique N° 3 "Justice et équité". - Manuel de français 2AS -sciences- pages 45 ... 70. |
| Objectif général | Argumenter ses opinions afin de plaider en faveur d'une cause. |
| Objectifs fonctionnels | Débattre / prendre position dans un débat / plaider ... |
| Objectifs communicatifs | Argumenter / convaincre. |
| Activités de classe | - 1) Lecture : contre la peine de mort - V. Hugo - page 60. - 2) Langue : lexique de la justice - pages 52 - 53. - 3) A. orales : simulation d'un procès. - 4) P. écrite : plaidoyer contre la violence. |
| capacités à développer en matière des Droits de l'Homme | - Etre capable d'exprimer son opinion et d'accepter celle de l'autre. - Etre capable de justifier son point de vue par des arguments valables dans le but de convaincre.. - Etre capable de polémiquer, de débattre à coeur ouvert. - Etre sensible à des situations d'humiliation de l'Homme. - Etre conscient de la valeur d'une vie humaine. |
| Compétences visées | La loi, la liberté, la tolérance, la dignité. |
| Références | - Manuel de français - 2AS sciences - édition 95-96. - Livre du professeur - 2AS sciences - édition 95-96. - Référentiel relatif à l'éducation aux Droits de l'Homme 97. - Recommandations pédagogiques relatives à l'enseignement du français dans le secondaire - 92. |

FICHE PEDAGOGIQUE N°8

ACTIVITE DE LECTURE

REFERENCES

| | |
|--|---|
| Texte support | <ul style="list-style-type: none"> - "Contre la peine de mort" - V. HUGO. Page 60. - Photo de la page 61. |
| Objectif général | Lire et étudier un plaidoyer tiré d'une oeuvre littéraire et illustré par une image de presse. |
| Objectifs spécifiques | <ul style="list-style-type: none"> - Analyser une photo de presse et en dégager les visées communicatives. - Dégager le plan du texte et la trame logico-discursive de la plaidoirie contre la peine de mort. - Identifier, relever et examiner les effets pragmatiques des procédés syntaxiques, sémantiques et rhétoriques qui ont présidé à la mise en texte de cette plaidoirie. |
| Capacités à développer en matière des Droits de l'Homme | <ul style="list-style-type: none"> - Etre sensible aux problèmes qui touchent l'Homme dans son universalité : le droit à la vie. - Etre capable de comprendre les idées de l'autre (l'auteur) et de les discuter afin de forger son propre opinion sur le sujet. - Argumenter sa position vis-à-vis de la peine capitale. |
| Compétences visées | La loi - la liberté - la dignité. |



Cet homme
va mourir ...
Un regard hagard,
une dernière
cigarette,
avant de tomber
sous les balles
du peloton
d'exécution.
Et en
spectateurs,
une foule venue
nombreuse
(photo à gauche)
assister à ce
spectacle ignoble.

Afrique Magazine

vous montre les images de la barbarie... Ecrivez-
nous pour nous dire votre écœurement et partici-
per avec nous à la lutte contre la peine capitale
en Afrique. Toutes vos lettres seront publiées.



JEUNE AFRIQUE

TEXTE :

CONTRE LA PEINE DE MORT

On est tenté parfois de croire que les défenseurs de la peine de mort n'ont pas bien réfléchi à ce que c'est. Mais pesez donc un peu à la balance de quelque crime que ce soit ce droit exorbitant⁽¹⁾ que la société s'arroge d'ôter ce qu'elle n'a pas donné, cette peine, la plus irréparable des peines irréparables !

De deux choses l'une :

Ou l'homme que vous frappez est sans parents, sans adhérents⁽²⁾ dans ce monde. Et dans ce cas, il n'a reçu ni éducation, ni instruction, ni soins pour son esprit, ni soins pour son cœur, et alors de quel droit tuez-vous ce misérable orphelin? Vous le punissez de ce que son enfance a rampé sur le sol sans tige et sans tuteur⁽³⁾ ! Vous lui imputez à forfait⁽⁴⁾ l'isolement où vous l'avez laissé. De son malheur vous faites son crime! Personne ne lui a appris à savoir ce qu'il faisait. Cet homme ignore. Sa faute est à sa destinée, non à lui. Vous frappez un innocent. Ou cet homme a une famille; et alors croyez-vous que le coup dont vous l'égorgez ne blesse que lui seul ? Que son père, sa mère, que ses enfants n'en saignent pas ? Non. En le tuant, vous décapitez toute sa famille. Et ici encore vous frappez des innocents.

Gauche⁽⁵⁾ et aveugle pénalité, qui, de quelque côté qu'elle se tourne, frappe l'innocent.

Victor HUGO

(1802-1885)

Préface du dernier jour d'un condamné

(1) : Ici, excessif, abusif, scandaleux.

(2) : Sans personne qui tienne à lui.

(3) : Sans soutien (le mot s'emploie pour certaines plantes, ou pour les enfants orphelins).

(4) : Vous lui attribuez comme un crime.

(5) : Ici, maladroite.

DEROULEMENT

| Etapas/objectifs intermédiaires | Contenus et conduite de la classe | | |
|---|--|--|---|
| <p>1) Analyse de l'image (p.21)</p> <p>Etre sensible à des situations d'humiliation de l'Homme.</p> <p>2) Etude du texte.</p> <p>Dégager la trame logico-discursive du texte et les procédés linguistiques mis en oeuvre.</p> | <p>- Photo tirée d'une revue (Afrique Magazine) et qui a la valeur d'un document authentique, (recueillir les premières impressions des élèves).</p> <p>- Attirer l'attention des élèves sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La technique de mise en abîme (photo dans la photo). - L'expression du visage du condamné. - La foule : exécution publique. - Choix du blanc et noir au lieu de la couleur. <p>- Synthèse : Cette photo vise donc à sensibiliser le lecteur à la torture, et à l'inciter à s'indigner et à dénoncer la peine de mort.</p> <p>Texte : "Contre la peine de mort" V.HUGO. page 60 du manuel</p> <p>- Approches préconisées pour l'étude de ce texte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Approche énonciative. - Approche formelle. - Approche logico-discursive. - Approche textuelle. <p>- Expliquer rapidement le contexte historique (1802-1885) et littéraire (préface du dernier jour d'un condamné) avant de procéder à une lecture magistrale ou à l'écoute du texte enregistré.</p> <p>- On amènera les élèves par la suite à dégager la structure formelle du texte, son plan et sa trame logico-discursive :</p> | | |
| | <p>Structure Formelle</p> <p>-1 constat... →</p> <p>-1 appel à la raison →</p> <p>- examen du 1^{er} point</p> <p>- examen du 2^{ème} point</p> <p>- récapitulation →</p> <p>- Conclusion →</p> | <p>Plan du Texte</p> <p>1 constat + 1 jugement → de valeur</p> <p>1 appel à la raison → le plaidoyer</p> <p>2 hypothèses à examiner :</p> <p>+ exposé des preuves et vérification de la 1^{ère} hypothèse.</p> <p>+ exposé des preuves et vérification de la 2^{ème} hypothèse.</p> <p>+ mise au point → condamnation de la peine de mort →</p> | <p>Trame logico-discursive</p> <p>1 constat</p> <p>1 appel. invitation à la réflexion.</p> <p>Argumentation</p> <p>Confirmation du constat de départ.</p> <p>Conclusion.</p> |

| | |
|--|---|
| <p>3. Synthèse</p> <p>• Discuter les idées de l'auteur et présenter son propre opinion sur le sujet.</p> | <p>- Il va de soi qu'on procédera après chaque approche à une synthèse partielle qu'il conviendra de consigner au tableau sous forme de schéma, dans le but d'initier les élèves à la technique de prise de notes, et à la reproduction du résultat d'une réflexion sous forme d'un schéma ou d'un tableau.</p> <p>On pourrait clore cette phase par une relecture intégrale du texte en mettant l'accent sur l'expressivité : qualité de la diction dans un plaidoyer.</p> <p>- Victor HUGO avance deux idées argumentées contre la peine de mort. Lesquelles? Discutez leurs fondements.</p> <p>- Inviter par la suite les élèves à exprimer chacun librement son point de vue sur la question tout en argumentant ses propos. Le professeur aidera les élèves dans leur réflexion (questions réponses) sans pour autant imposer son point de vue personnel sur le sujet.</p> |
|--|---|

PROLONGEMENTS

| | |
|--|---|
| Phase de recherche et autonomie. | - Pour agir sur l'attitude de l'élève et l'amener à prendre une position fondée sur des arguments convaincants et à modifier, le cas échéant, son point de vue en fonction de la majorité on demandera aux élèves de : |
| Etre capable d'intégrer un groupe pour mener une recherche en vue de confirmer ou d'infirmer son point de vue. | <p>1- Procéder à une enquête dans l'établissement pour recueillir les points de vue de leurs camarades à ce sujet. (Sondage d'opinion).</p> <p>2- Constituer des équipes qui procéderont chacune à l'élaboration d'un questionnaire, à son dépouillement et au traitement des résultats à communiquer en classe pendant la séance des activités orales.</p> |

FICHE PEDAGOGIQUE N°7

ACTIVITES DE LANGUE ET DE COMMUNICATION

REFERENCES

| | |
|--|---|
| Leçons | 1- Langue : lexique Fondamental du discours juridique : la cour de justice. Pages 52/53 du manuel. 2- A. orales : simulation d'un procès. |
| Objectif général | Saisir les caractéristiques du discours juridique en vue de plaider une cause, argumenter, convaincre. |
| Objectifs spécifiques | - Participer à un débat juridique, plaider, défendre, accuser, juger ... - Réinvestir le lexique approprié à la situation de jugement devant une cour de justice. - Se familiariser avec les techniques du plaidoyer : diction, logique ... |
| Capacités à développer en matière des Droits de l'Homme | - Développer l'esprit critique. - Etre capable de polémiquer, de prendre part à un débat. - Etre capable de fonder son jugement sur la base d'une loi. - Etre capable de plaider une cause, d'argumenter ses idées ... - Etre conscient du principe du "Droit à un jugement équitable" pour toute personne accusée. |
| Compétences visées | La loi - la dignité - la tolérance . |

DEROULEMENT

| Etapes/objectifs intermédiaires | Contenus et conduite de la classe |
|--|---|
| | A. Activités de langues : Lexique Fondamental du discours juridique : la cour de justice. (Manuel. P. 52-53). |

| | |
|--|---|
| <p><u>activité :</u> Simulation d'un procès en classe.</p> <p><u>objectifs :</u> Se comporter conformément aux capacités visées en références : séances de créativité et d'observation de comportements...</p> | <p><u>B. Activités orales:</u></p> <p>Propositions de canevas, page 56 du manuel.</p> <p><u>Situation :</u> La police judiciaire de ton quartier vient d'arrêter un jeune délinquant recherché depuis longtemps pour vol de bicyclettes et de motos à main armée.</p> <p><u>Consigne :</u> On demande aux élèves de former un groupe pour constituer un tribunal pour le juger. Tribunal constitué conformément au schéma étudié en langue.</p> <p><u>Support :</u> L'accusé sera jugé en fonction de l'article 507 du code pénal dont le texte intégrale est reproduit à la page 56 du manuel de l'élève.</p> <p>La conduite de la classe s'accommodera au canevas suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Compréhension de la consigne. - Lecture de l'article 507 du code pénal. - Rappel de la structure et de la formation d'un tribunal. - Formation, après ce travail en commun, de groupes (6 à 7 élèves). - Distribution des rôles : un président, un procureur ... - Préparation des interventions : éléments d'accusation, éléments de défense, témoins ... - Evaluation et auto-évaluation des groupes à tour de rôle. <p>Le groupe d'élèves choisi pour jouer la scène sera averti à l'avance pour qu'il puisse préparer ses textes et répliques avant de les présenter devant le groupe classe qui aura à évaluer leur travail.</p> |
|--|---|

Documents-Supports de la fiche pédagogique n°9

ACTIVITES DE LANGUE

Lexique :

LEXIQUE FONDAMENTAL DU DISCOURS JURIDIQUE : LA COUR DE JUSTICE

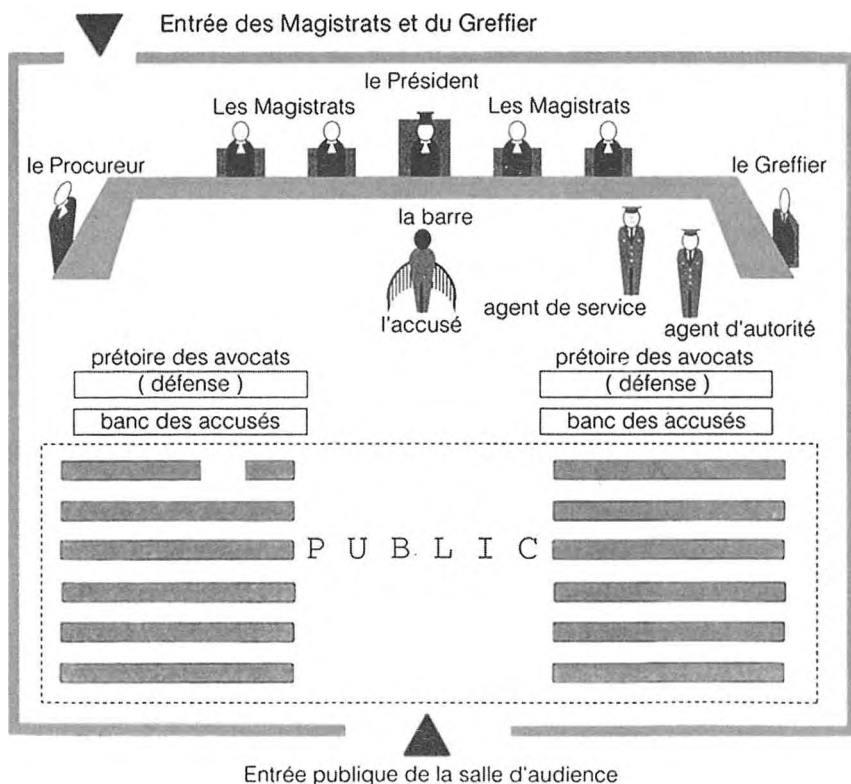
Au milieu du tribunal, s'élève un grand fauteuil. C'est celui du Juge. Au pied de l'estrade, il y a une table pour les greffiers et, de chaque côté de la table, des sièges. Quelques-uns de ces sièges sont groupés à part et entourés d'une barrière ; ce sont ceux du jury, lorsqu'il y a un jury. Face à la table, d'autres sièges encore forment un demi-cercle avec des tables devant eux pour les avocats. Derrière ce demi-cercle, un passage sépare la salle en deux et mène à un escalier qui descend vers un lieu souterrain. C'est de ce lieu souterrain que l'on amène les hommes qui vont être jugés. Derrière le tribunal quelques rangées de bancs pour le public, ceux des Européens à droite et ceux des non-Européens à gauche, selon la coutume.

L'on ne doit pas fumer dans la salle du tribunal, l'on ne doit pas chuchoter, parler, ni rire. L'on doit être vêtu convenablement et les hommes restent tête nue, sauf ceux auxquels leur religion l'interdit. Cela en l'honneur du Juge, en l'honneur du Roi dont il est l'officier, en l'honneur de la Loi.

«Pleure, Ô pays bien aimé»
Alan PATON

Consignes

- 1- Après la lecture de ce texte, essaie de reproduire sous la forme d'un croquis la structure d'une chambre criminelle (غرفة جنائية) d'Afrique du Sud, suivant les indications données par l'auteur dans un premier temps et de la comparer dans un deuxième temps à la structure d'une chambre criminelle au Maroc dont voici le schéma :



- 2- Dans un tribunal chaque personnage (élément de la structure) occupe une place déterminée et exerce une fonction précise. Fais donc correspondre à chacun d'eux la fonction qui lui revient de droit :

| | |
|-----------------------------------|---|
| - Le magistrat | • Il fait sortir les témoins, remet des documents au président ... |
| - Le greffier | • Il note la présence de tous ceux qui ont comparu et fait le procès-verbal de la séance. |
| - Le procureur | • Il assiste et conseille ses clients en justice. |
| - L'avocat | • Il représente le ministère public. |
| - L'agent de service (le chaouch) | • Il rend la justice. |

- 3- Durant l'audience chacune des parties concernées réalise une série d'actes de parole codifiés suivant le déroulement du procès. Pour savoir qui fait ? quoi ? note à côté de chaque acte de parole de la liste suivante le personnage qui le réalise.

| Les actes de parole | Les personnages |
|--|--------------------------------------|
| - Annoncer l'entrée des magistrats dans la salle d'audience | - |
| - Annoncer l'ouverture de l'audience | - |
| - Appeler les accusés, les témoins s'il y a lieu et les avocats afin de s'assurer de leur présence | - |
| - Interroger directement les accusés | - |
| - Interroger les accusés ou les témoins par le biais du président | - Le procureur - Les avocats |
| - Se défendre, se justifier | |
| - Témoigner | |
| - Porter des accusations | - Le procureur (l'avocat général) |
| - Soutenir son client contre les accusations et les attaques du procureur | - |
| - Raisonner, plaider, argumenter et démontrer l'innocence de l'accusé | - |
| - Annoncer la suspension de l'audience | - |
| - Annoncer la reprise de l'audience | - |
| - Prononcer le verdict | - |

- 4- Le déroulement d'un procès est rigoureusement codifié : il est scrupuleusement respecté par toutes les parties en présence. A partir des termes suivants qui caractérisent la suite ordonnée des événements opère les regroupements nécessaires de manière à faire ressortir dans l'ordre toutes les phases d'un procès quelconque :

- annonce de l'entrée des magistrats dans l'enceinte du tribunal,
- ouverture de l'audience,
- vérification de la présence des accusés, des témoins et des avocats,
- interrogation des accusés par le président,
- interrogation des accusés par le procureur et les avocats,
- interrogatoire des témoins par le président,
- interrogatoire des témoins par le procureur et par les avocats,
- distribution de la parole à l'accusé pour réagir par rapport au(x) témoignage(s) déposé(s) contre lui,
- réquisitoire du procureur,
- plaidoirie de la défense,
- distribution de la parole de nouveau à l'accusé pour réagir,
- fin des débats,
- suspension de la séance,
- délibération de la cour,
- jugement et verdict de la cour.

- 5- Lis le texte suivant et découpe-le suivant l'ordre logique des phrases qui caractérisent le déroulement du procès en question.
Après ce travail de structuration complète le tableau suivant que tu recopieras sur ton cahier d'exercices.

| les personnages cités | leurs fonctions selon le texte | les actes de paroles |
|-----------------------|--------------------------------|----------------------|
| | | |

On demande le silence et tout le monde se lève. Même s'il y avait ici un plus grand personnage que le Juge, il se lèverait quand même, car, derrière le Juge, il y a des choses plus grandes que n'importe quel homme. Le Juge entre avec ses deux assesseurs, ils s'assoient et le public s'assoit aussi. La Cour siège.

De la salle souterraine montent trois hommes qui vont être jugés et tout le monde les regarde. Certains trouvent qu'ils ont des têtes d'assassins et même le chuchotent, bien qu'il soit interdit de chuchoter. D'autres pensent qu'ils n'ont pas l'air d'assassins, et d'autres encore que celui-ci a bien l'air d'un assassin mais pas celui-là.

Un homme blanc se lève et dit que ces trois hommes sont accusés du meurtre d'Arthur Trevelyan Jarvis, dans sa maison de Plantation Road, Parkwold, Johannesburg, le mardi 8 octobre 1946 au début de l'après-midi. Le premier se nomme Absalon Koumalo, le second Mathieu Koumalo, le troisième Johannes Pafuri. On leur demande s'ils plaident coupables ou non coupables et le premier dit : Je plaide coupable d'avoir tué mais je n'avais pas l'intention de tuer. Le deuxième dit : Je ne suis pas coupable, et le troisième de même.

L'avocat, l'homme blanc qui s'est chargé de cette affaire pour Dieu, dit qu'Absalon Koumalo plaidera coupable d'homicide mais non de meurtre, car il n'avait pas l'intention de donner la mort. Mais le procureur dit que cela ne se peut : il ne s'agit pas d'homicide, c'est de meurtre qu'il est accusé. Dans ce cas, Absalon Koumalo plaidera comme les deux autres non coupable.

Puis l'avocat général parle longuement et fait à la Cour la récit entier du crime. Absalon Koumalo reste immobile et silencieux, mais les deux autres paraissent peiné et choqués que de telles choses puissent être dites.

Les gens se lèvent quand l'audience est terminée et restent debout tandis que le Juge et ses assesseurs quittent la salle du tribunal. Puis ils sortent par les portes qui sont derrière les rangées de bancs.

«Pleure, Ô pays bien aimé»
Alan PATON

FICHE PEDAGOGIQUE ANNEXE

- L'activité développée en fiche annexe constitue l'aboutissement des fiches pédagogiques N° 8 et 9.

EXPRESSION ECRITE

ACTIVITES DE PRODUCTION ECRITE DIVERGENTE

I - OBJECTIFS

Cette classe d'écrit se propose comme objectifs :

- de permettre à l'apprenant de mettre en oeuvre un modèle acquis : le plaidoyer en l'occurrence, avec sa trame logico-discursive, son dispositif linguistique et rhétorique.
- de réactiver un écrit fonctionnel soit sous forme de réponse à une revue, soit sous forme de correspondance (à un ami).
- de sensibiliser le groupe-classe aux méfaits de la violence sous toutes ses formes (physique et morale).

II- CONTENU ET CONDUITE DE LA CLASSE

Les deux sujets que propose le manuel de l'élève pour cette séance posent le même problème : la violence, quoique à des degrés différents et dans deux sphères sociales et institutionnelles distinctes. Dans les deux cas, et quel que soit le choix des élèves, il s'agit de plaider en faveur de la justice, de la non violence et de la paix.

De ce point de vue, le canevas standard du plaidoyer conviendra certainement au traitement du sujet choisi, moyennant quelques modifications formelles de la mise en texte et de la trame logico-discursive retenue. Sans perte de temps, on proposera donc aux élèves d'adopter le plan suivant ou du moins, de s'en inspirer :

1. Poser le problème,
2. Exposer les faits,
3. Exposer les preuves / argumenter,
4. Faire une récapitulation,
5. Conclure.

Appliqué au premier sujet, cela donnerait, si on étoffait le plan par quelques idées assez pertinentes :

1. Cet homme est condamné à mort, pourquoi ?
2. Les faits : vol de quelques bicyclettes dans une capitale africaine.
3. Les arguments :
 - a)- Disproportion : Faits / conséquences et condamnation
 - b)- Le vrai responsable :
 - L'ignorance
 - La marginalisation
 - Les difficultés de la vie
 - Le besoin.
 - c)- Le rôle de la justice après tout c'est de :
 - Corriger les hommes et non de les tuer
 - Respecter et faire respecter la dignité de l'espèce humaine et non d'organiser des spectacles publics de l'horreur
4. Récapitulation :
 - L'homme ne naît pas voleur.
 - C'est le besoin, la nécessité et la pauvreté qui l'incitent à voler.
 - Il est inhumain de condamner à mort un homme dont le seul crime est d'avoir volé une bicyclette.
5. Conclusion :
 - Oui au droit à la vie, non à la condamnation à mort.
 - Pour une justice au service des hommes.
 - Condamner les hommes à mort et les exécuter publiquement est une honte pour l'Afrique et pour toute l'humanité.

**INSERTION DE L'EDUCATION AUX
DROITS DE L'HOMME DANS LES
PROGRAMMES DE FRANÇAIS**

**3^{ème} Année Secondaire
- Sciences et techniques -
- 3AS -**

Dossier composé de 2 fiches pédagogiques appropriées à des activités de classe distinctes mais interdépendantes, intégrant des capacités à développer en matière d'éducation aux Droits de l'Homme.

REFERENCES GENERALES D'INSERTION

| | |
|--|--|
| Niveau d'insertion | <ul style="list-style-type: none"> - Unité didactique N°6 (manuel de Français pages 83...98) - Réintégration dans l'UD 6 des textes appropriés (p.66-p147) |
| Objectif général | Etudier et appliquer les clauses de la convention internationale des Droits de l'enfant à des cas vécus. |
| Objectifs fonctionnels | Exhorter-inciter-agir conformément à une règle de conduite humaniste. |
| Objectifs communicatifs | prescrire-ordonner-interdire-permettre. |
| Activités de classe | <ul style="list-style-type: none"> - Lecture : <u>texte 1</u> "convention relative aux Droits de l'enfant"- p.85-86. <u>texte 2</u> " de l'esclavage des nègres" p.147 <u>texte 3</u> "l'objectivité est-elle possible ?" p.66 - A. Orales : exposé-débat au sujet de l'enfance maltraitée à partir des documents des pages 92,93,94. |
| Capacités à développer en matière des Droits de l'Homme | <ul style="list-style-type: none"> - Prendre connaissance et défendre les Droits de l'enfant. - Analyser des cas d'enfants maltraités. - Etre sensible aux différentes formes d'injustice et d'atteinte à la dignité de l'Homme. - Se mettre à la place de l'autre afin de partager ses souffrances. - Dénoncer toute forme d'esclavage et de discrimination raciale. |
| Compétences visées | La dignité - l'égalité - la loi - la démocratie. |
| Références | <ul style="list-style-type: none"> - Manuel de l'élève -3AS- Sciences- éd. 1996 - Guide du professeur -3AS- Science- éd. 1996 (p.79/91) - Le référentiel de l'éducation aux Droits de l'Homme. |

| |
|------------------------|
| Fiche pédagogique n°10 |
|------------------------|

ACTIVITE DE LECTURE

REFERENCES

| | |
|--|--|
| Supports didactiques | <ul style="list-style-type: none"> - Texte, "convention relative aux Droits de l'Enfant" pages 85.86 - Documents des pages 92,93 et 94 du manuel. |
| Objectif général | Analyse de textes juridiques informatifs et argumentatifs traitant de quelques aspects des Droits de l'Enfant. |
| Objectifs spécifiques | <ul style="list-style-type: none"> - Etudier les caractéristiques du texte législatif. - Dégager les idées essentielles d'un ensemble de textes regroupés. - Connaître les lois fondamentales relatives aux Droits de l'Enfant. |
| Compétences visées | La loi - la dignité - l'égalité. |
| capacités à développer en matière des Droits de l'Homme | <ul style="list-style-type: none"> - Baser ses jugements sur des textes juridiques et sur des cas concrets (le vécu). - Connaître et appliquer les Droits universels de l'Enfant tels qu'ils sont prescrits par la Convention Internationale. - Etudier quelques cas de discrimination et de brutalité dont sont parfois victimes les enfants. - Etre capable d'analyser des situations sociales avec un esprit critique en se référant à la juridiction internationale. |
| Unité didactique de référence | <ul style="list-style-type: none"> - Manuel de 3AS Sciences-page 83-Unité didactique N°6 objectif "Exhorter -inciter". - Guide du professeur - 3AS Sciences - (pages 72 - 82 - 83 - 88 - 90 - 138...) |

DEROULEMENT

| Etapas/objectifs intermédiaires | Contenus et conduite de la classe |
|--|---|
| <p data-bbox="129 420 236 451">l'Enfant"</p> <p data-bbox="129 602 335 666">1- Identification du texte.</p> <p data-bbox="129 1051 192 1082">vant).</p> <p data-bbox="165 1161 299 1224">2- Analyse globale.</p> | <p data-bbox="354 314 690 345">- <u>ACTIVITE DE LECTURE</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="354 387 1127 487">- Texte de base : "Convention relative aux Droits de l'Enfant" p. 85 - 86. <li data-bbox="354 496 1127 560">- références méthodologiques: guide du professeur 3AS Sciences p. 82 - 83. <p data-bbox="354 602 1127 666">- Observation de la configuration matérielle du texte et formulation d'hypothèses sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="429 693 917 724">* Type de texte : prescriptif, injonctif ... <li data-bbox="429 729 854 760">* Type d'écrit (législatif, juridique) <li data-bbox="429 766 1127 866">* Scripteur : une instance internationale (ONU) signature collective par tous les Etats du monde. <li data-bbox="429 875 879 906">* Destinataire : les Etats signataires <li data-bbox="429 911 1127 975">* Visée : recommandations à respecter par obligation et par force juridique. <li data-bbox="429 984 1127 1048">* Présentation : ensemble d'articles (à comparer avec d'autres textes juridiques vus auparavant). <p data-bbox="354 1161 1127 1224">- Faire dégager après lectures silencieuses les remarques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="429 1233 1127 1297">* Il s'agit d'un extrait : les articles de la convention ne sont pas tous donnés. Pourquoi ce choix ? <li data-bbox="429 1306 1127 1370">* Les domaines traités par les articles : l'enfant et la famille, l'enfant et le savoir, l'enfant et le travail, etc. <li data-bbox="429 1379 1127 1479">* Expliquer la diversité des domaines abordés par la convention : exemples d'illustration de quelques articles. |

| | | |
|--|---|--|
| <p>3- Analyse du contenu.</p> | <p>- Etude détaillée des articles :</p> <ul style="list-style-type: none"> * qu'est-ce qu'on entend par ENFANT? âge limité (Art.1) * le droit à une identité. (Art.7) * le droit à une vie familiale (Art. 9) * le droit à la liberté d'opinion (Art.12) * le droit à la protection contre toute forme de violence, d'abandon et d'exploitation (Art. 19) * les droits des enfants handicapés (Art.23) * le droit à la santé et à la bonne alimentation (Art. 24) * le droit à l'instruction et à l'éducation (Art.29) * le droit aux loisirs et aux jeux éducatifs et culturels (Art. 31) * le droit à une protection contre l'exploitation économique et le travail précoce (Art.32) <p>- Ces articles viennent réglementer certaines conduites et abus dont les enfants sont parfois victimes dans le Monde entier.</p> <p>- Illustration des articles par des exemples et des cas vécus.</p> <p>- Ce travail peut être effectué en groupes à partir de consignes précises :</p> | |
| <p>4- Etude de quelques procédés linguistiques propres au discours législatif.</p> | <p>Procédés propres au discours législatif</p> | <p>Illustration</p> |
| | <p>1. la définition</p> <p>2. La reserve/la restriction</p> <p>3. L'énumération</p> <p>4. L'exemplification</p> <p>5. La justification</p> <p>6. L'explication</p> | <p>- Un enfant s'entend de tout être humain âgé de moins de 18 ans (Art.1).</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> |
| <p>5- Synthèse et commentaires.</p> | <p>- Faire travailler les élèves sur le tableau ci-dessus.</p> <p>- Analyser les résultats des travaux entrepris :</p> <ul style="list-style-type: none"> * quels sont les procédés les plus employés ? * comment chaque procédé utilisé sert-il la visée du texte ? * comment sont agencés ces différents procédés ? <p>- Enumération récapitulative des droits de l'enfant les plus fondamentaux.</p> <p>- Comment chacun des citoyens doit-il s'y prendre pour défendre dans son entourage le plus proche, les Droits de l'Enfant ?</p> | |

PROLONGEMENTS

| ACTIVITES | CONTENUS / REFERENCES |
|--|---|
| Activités Orales | <ul style="list-style-type: none"> - Simulation de débat à partir d'un exposé préparé. - <u>Thème</u> : <u>les enfants maltraités.</u> <p>1/ - L'exposé :</p> <ul style="list-style-type: none"> * extraire des informations à partir d'un ensemble de documents écrits (pages 92-93-94 du manuel) et annexes. * ordonner les informations, les enrichir et les exposer individuellement ou en groupe afin d'informer et de faire agir. <p>2/ - Le débat :</p> <ul style="list-style-type: none"> * discuter les informations présentées dans l'exposé à propos des enfants maltraités. * Apporter des témoignages individuels de cas d'enfants martyrs. * le débat peut prendre la forme d'un jeu de rôles : les élèves seront alors désignés à l'avance afin de préparer chacun son rôle à jouer dans le débat : <ul style="list-style-type: none"> - le père / la mère / le médecin / l'avocat / le témoin / la victime... * cf. également démarche proposée dans le guide du professeur 3AS. Sciences pages 90. |
| <u>Production</u> <u>Ecrite</u> | <hr/> <ul style="list-style-type: none"> - Production d'un dépliant exhortant les adultes à respecter les droits de l'enfant et à protéger les enfants martyrs. - Consigne de travail: voir manuel page 95. - Démarche méthodologique : voir guide du professeur p.91. |

ANNEXES

**Documents - supports
de la fiche pédagogique
n°10**

Convention relative aux droits de l'enfant

Article premier

Au sens de la présente Convention, un enfant s'entend de tout être humain âgé de moins de dix-huit ans, sauf si la majorité est atteinte plus tôt en vertu de la législation qui lui est applicable.

Article 3

1- Dans toutes les décisions qui concernent les enfants, qu'elles soient le fait des institutions publiques ou privées de protection sociale, des tribunaux, des autorités administratives ou des organes législatifs, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale.

2- Les Etats parties s'engagent à assurer à l'enfant la protection et les soins nécessaires à son bien-être, compte tenu des droits et des devoirs de ses parents, de ses tuteurs ou des autres personnes légalement responsables de lui, et ils prennent à cette fin toutes les mesures législatives administratives appropriées.

Article 6

1- Les Etats parties reconnaissent que tout enfant a un droit inhérent à la vie.

2- Les Etats parties assurent dans toute la mesure possible la survie et le développement de l'enfant.

Article 7

1- L'enfant est enregistré aussitôt sa naissance et a dès celle-ci le droit à un nom, le droit d'acquérir une nationalité et dans la mesure du possible le droit de connaître ses parents et d'être élevé par eux.

Article 9

1- Les Etats parties veillent à ce que l'enfant ne soit pas séparé de ses parents contre leur gré, à moins que les autorités compétentes ne décident, sous réserve de révision judiciaire et conformément aux lois et procédures applicables, que cette séparation est nécessaire dans l'intérêt supérieur de l'enfant. Une décision en ce sens peut être nécessaire dans

certains cas particuliers. Par exemple, lorsque les parents maltraitent ou négligent l'enfant, ou lorsqu'ils vivent séparément et qu'une décision doit être prise au sujet du lieu de résidence de l'enfant.

Article 12

1- Les Etats parties garantissent à l'enfant qui est capable de discernement le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant, les opinions de l'enfant étant dûment prises en considération eu égard à son âge et à son degré de maturité.

2- A cette fin, on donnera notamment à l'enfant la possibilité d'être entendu dans toute procédure judiciaire ou administrative l'intéressant soit directement, soit par l'intermédiaire d'un représentant ou d'un organisme approprié, de façon compatible avec les règles de procédure de la législation nationale.

Article 19

Les Etats parties prennent toutes les mesures législatives, administratives, sociales et éducatives appropriées pour protéger l'enfant contre toute forme de violence, d'atteinte ou de brutalités physiques ou morales, d'abandon ou de négligence, de mauvais traitements ou d'exploitation, y compris la violence sexuelle, pendant qu'il est sous la garde de ses parents ou de l'un d'eux, de son ou ses représentants légaux ou de toute autre personne à qui il est confié.

Article 23

1- Les Etats parties reconnaissent que les enfants mentalement ou physiquement handicapés doivent mener une vie pleine et décente, dans des conditions qui garantissent leur dignité, favorisent leur autonomie et facilitent leur participation active à la vie de la collectivité.

2- Les Etats parties reconnaissent le droit des enfants handicapés de bénéficier de soins spéciaux et encouragent et assurent, dans la mesure des ressources disponibles,

l'octroi, sur demande, aux enfants handicapés remplissant les conditions requises à ceux qui en ont la charge, d'une aide adaptée à l'état de l'enfant et à la situation de ses parents ou de ceux à qui il est confié.

Article 24

1- Les Etats parties reconnaissent le droit de l'enfant de jouir du meilleur état de santé possible et de bénéficier de services médicaux et de rééducation. Ils s'efforcent de garantir qu'aucun enfant ne soit privé du droit d'avoir accès à ces services.

2- Les Etats parties s'efforcent d'assurer la réalisation intégrale du droit susmentionné et en particulier, prennent les mesures appropriées pour :

a- Réduire la mortalité parmi les nourrissons et les enfants;

b- Assurer à tous les enfants l'assistance médicale et les soins de santé nécessaires, l'accent étant mis sur le développement des soins de santé primaires;

c- Lutter contre la maladie et la malnutrition, y compris dans le cadre des soins de santé primaires, grâce notamment à l'utilisation de techniques aisément disponibles et à la fourniture d'aliments nutritifs et d'eau potable compte tenu des dangers et des risques de pollution du milieu naturel.

d- Assurer aux mères des soins prénatals et postnatals appropriés.

e- Faire en sorte que tous les groupes de la société, en particulier les parents et les enfants reçoivent, une information sur la santé et la nutrition de l'enfant, les avantages de l'allaitement au sein, l'hygiène et la salubrité de l'environnement et la prévention des accidents, et bénéficient d'une aide leur permettant de mettre à profit cette information.

f- Développer les soins de santé préventifs, les conseils aux parents et l'éducation et les services en matière de planification familiale.

3- Les Etats parties prennent toutes les mesures efficaces appropriées en vue d'abolir les pratiques traditionnelles préjudiciables à la santé des enfants.

Article 27

1- Les Etats parties reconnaissent le droit de tout enfant à un niveau de vie suffisant pour permettre son développement physique, mental, spirituel, moral et social.

2- C'est aux parents ou autres personnes ayant la charge de l'enfant qu'incombe au premier chef la responsabilité d'assurer dans les limites de leurs possibilités et de leurs moyens financiers, les conditions de vie nécessaires au développement de l'enfant.

3- Les Etats parties adoptent les mesures appropriées, compte tenu des conditions nationales et dans la mesure de leurs moyens, pour aider les parents et autres personnes ayant la charge de l'enfant à mettre en oeuvre ce droit et offrent, en cas de besoin, une assistance matérielle et des programmes d'aide, notamment en ce qui concerne l'alimentation, le vêtement et le logement.

Article 29

1- Les Etats parties conviennent que l'éducation de l'enfant doit viser à :

a- Favoriser l'épanouissement de la personnalité de l'enfant et le développement de ses dons et de ses aptitudes mentales et physiques dans toute la mesure de leurs potentialités.

b- Inculquer à l'enfant le respect

des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et des principes consacrés dans la Charte des Nations-Unies.

c- Inculquer à l'enfant le respect de ses parents, de son identité, de sa langue et de ses valeurs culturelles, ainsi que le respect des valeurs nationales du pays dans lequel il vit, du pays duquel il peut être originaire et des civilisations différentes de la sienne.

d- Préparer l'enfant à assumer les responsabilités de la vie dans une société libre, dans un esprit de compréhension, de paix, de tolérance, d'égalité entre les sexes et d'amitié entre tous les peuples et groupes ethniques, nationaux et religieux et avec les personnes d'origine autochtone

e- Inculquer à l'enfant le respect du milieu naturel

Article 31

1- Les Etats parties reconnaissent à l'enfant le droit aux repos et aux loisirs, de se livrer au jeu et à des activités récréatives propres à son âge, et de participer librement à la vie culturelle et artistique.

2- Les Etats parties respectent et favorisent le droit de l'enfant de participer pleinement à la vie culturelle et artistique, et encouragent l'organisation à son intention de moyens appropriés de loisirs et

d'activités récréatives, artistiques et culturelles dans des conditions d'égalité.

Article 32

1- Les Etats parties reconnaissent le droit de l'enfant d'être protégé contre l'exploitation économique et de n'être astreint à aucun travail comportant des risques ou susceptible de compromettre son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social.

2- Les Etats parties prennent des mesures législatives, administratives, sociales et éducatives pour assurer l'application du présent article. A cette fin, et compte tenu des dispositions pertinentes des autres instruments internationaux, les Etats parties, en particulier :

a- Fixent un âge minimum ou des âges minimums d'admission à l'emploi;

b- Prévoient une réglementation appropriée des horaires de travail et des conditions d'emploi;

c- Prévoient des peines ou autres sanctions appropriées pour assurer l'application effective du présent article.

Maroc soir de 15 octobre 1993

Piste guidant la compréhension et la réflexion

1- Observez le titre du texte, la présentation en paragraphes numérotés, lisez le début de chaque paragraphe et formulez des hypothèses sur :

- le type d'écrit
- le scripteur
- le destinataire
- la visée du texte

2 - Relevez dans un tableau, que vous recopiez, la nature des droits reconnus à l'enfant.
- Quels domaines ces droits recouvrent-ils ?

| Articles | Nature des droits reconnus à l'enfant |
|-----------|--|
| Article 3 | Droit à la protection et aux soins nécessaires à son bien-être |
| Article 6 | |
| etc. | |

Simulation de débat

- 1- Avez- vous constaté autour de vous des cas d'enfants maltraités ? Dans quelles circonstances ?
- 2- Quelles conséquences les mauvais traitements peuvent-ils avoir
 - sur l'enfant lui-même ?
 - sur la société ?
- 3- Seriez-vous prêts à agir concrètement après avoir constaté un abus ? Comment ?
- 4- La lecture des textes ci-dessous vous aidera à préparer la simulation de débat.
Vous pouvez compléter votre information en cherchant des témoignages dans la presse et dans le cinéma. (pensez par exemple au film de Hakim Nouri «l'enfance volée»)

Exposé

Ces documents, et d'autres encore, peuvent vous servir à la préparation d'un exposé sur l'enfance malheureuse (ou maltraitée).



Présidente de la Fédération des comités Alexis Danan et directrice de la Famille adoptive française, Simone Chalon, mère et grand-mère comblée, lutte depuis trente ans pour le respect de l'enfant.

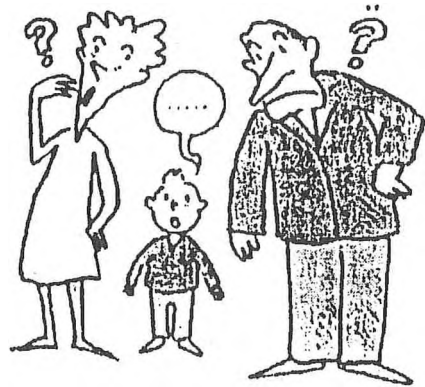
D.J. : *Rencontrez-vous des difficultés pour obliger les institutions sociales à agir vite en cas de problème ?*

S.C. : La principale difficulté est le silence des personnes qui connaissent des enfants martyrisés, mais qui par crainte ne veulent pas parler. Or il faut que ces personnes sachent que nos comités sont là pour recevoir leur signalement et que leur témoignage peut sauver un enfant.

D.J. : *Mère de famille*

vous-même, et grand-mère, comment expliquez-vous que certains parents maltraitent leur progéniture ?

S.C. : Vous savez, ce ne sont pas tous des sadiques. Nous en croisons tous les jours dans la rue, et ce sont quelquefois des gens exaspérés, quelquefois des femmes seules avec leurs enfants et qui ont avant tout besoin d'aide. Ceux-là ne sont pas nés bourreaux. Mais n'ayant rien reçu dans leur enfance, ils ne peuvent rien donner. Cela n'est pas irréversible et notre rôle est justement de leur montrer une meilleure façon d'agir avec leurs enfants, même si ceux-ci sont indésirés au départ. Cependant, on ne peut plus rien pour les parents fous ou alcooliques. Il faut aussi faire savoir aux mères qu'elles ont la possibilité de mettre au monde leur enfant indésiré et de le confier directement à une famille d'accueil. La maltraitance sera ainsi évitée.



Il ne faut jamais mettre en doute la parole d'un enfant et refuser de l'écouter, même s'il ment fréquemment. Il peut avoir besoin d'aide face à une situation inhabituelle.

Un adolescent ou un adulte peut avoir recours à la violence ou à la menace pour parvenir à ses fins. L'enfant doit savoir qu'il ne faut en aucun cas céder, mais au contraire signaler l'incident



| |
|-------------------------------|
| Fiche pédagogique n°11 |
|-------------------------------|

Activités de lecture et d'expression

REFERENCES

| | |
|--|--|
| Supports didactiques | <ul style="list-style-type: none"> - Texte : "l'objectivité est-elle possible ?" p.66 - 404 . - Extraits de journaux locaux ou nationaux. |
| Objectif général | Saisir les formes de production d'un message selon une visée particulière. |
| Objectifs spécifiques | <ul style="list-style-type: none"> - Etudier les différentes formes de traitement de l'information par les médias. - Etre sensible à la relation entre l'orientation politique/idéologique d'un journal et la manière dont il présente une information. |
| Compétences visées | La démocratie - la tolérance - la liberté |
| Capacités à développer en matière des Droits de l'Homme | <ul style="list-style-type: none"> - Etre capable de comprendre le point de vue de l'autre et de le respecter. - Etre sensible à la diversité des points de vue, considérée comme source de richesse . - Comprendre la liberté d'expression dont devraient jouir les médias. - Agir d'une manière démocratique en reconnaissant aux autres le droit à la différence. |
| Références | <ul style="list-style-type: none"> - Manuel de l'élève -3AS- Sciences- p. 66 - 404 - Guide du professeur -3AS- Science- p. 63 - 64 |

DEROULEMENT

| Etapas/obj. intermédiaires | Contenus et conduite de la classe |
|---|---|
| 1- Travail de préparation (phase pré-pédagogique). | <ul style="list-style-type: none"> - Ce texte devrait être travaillé par les élèves, individuellement ou en groupes, en dehors de la classe. - Les élèves chercheront également dans les journaux et revues disponibles, des extraits où la même information est traitée différemment. |
| 2- Mise en situation. | <ul style="list-style-type: none"> - Une idée sur le journal "LE MONDE" dont le texte est extrait. - Les médias : formes, pouvoirs, types ... |
| 3- Etude du texte. | <ul style="list-style-type: none"> - Après une lecture silencieuse suivie de questions de compréhension portant sur l'organisation générale du texte, on aborde l'étude détaillée : <ul style="list-style-type: none"> 1^{ère} partie : du début jusqu'à ... sollicitations reçues. 2^{ème} partie : de : "voici" jusqu'à la fin du texte. * Analyse de la 1^{ère} partie : <ul style="list-style-type: none"> - les devoirs du journaliste. - la prise de position dans un journal. - la déontologie du métier de journaliste : fidèle rapporteur des informations en toute objectivité. - rappeler à ce sujet la devise de la MAP au MAROC proposée par Sa Majesté Mohamed V : "l'information est sacrée, mais le commentaire est libre". - dégager l'aspect démocratique dans le travail du journaliste. * Analyse de la 2^{ème} partie : <ul style="list-style-type: none"> - il s'agit d'un exemple illustrant l'idée développée dans la 1^{ère} partie. - travail sur le tableau figurant au-dessous du texte à la page 66 du manuel-accorder aux élèves le temps nécessaire pour le remplir convenablement. |

| | Type de journal | Tendance | Lecteurs visés | Info. retenue | Visée du journal |
|---|---|------------|---|--|---|
| Analyse de texte portant sur l'aspect communicatif et les moyens linguistiques mis en oeuvre : dégager la diversité des formes de traitement de la même information par des organes de presse différents. | Local | | Les habitants de la ville | Lien de parenté avec le représentant du journal (aspect familial) | Le journal (beau-frère) fait partie de la grande famille de la ville |
| | L'humanité | Communiste | Les ouvriers | Le travail, le labeur récompensé (aspect social) | Lutte des classes entre travailleurs et patrons |
| | Le Monde | Apolitique | Les intellectuels à travers le monde. | Productivité de l'agriculture française (aspect économique) | Place de la France dans le Marché Européen |
| | France-soir | De droite | Conservateurs attirés par le sensationnel | Les sentiments de fierté exprimés par le cultivateur (aspect sensationnel) | Évoquer les bons sentiments du peuple et les réalisations extraordinaires |
| 4- Commentaire et synthèse : extrapolation et transfert pour étude de cas. | <ul style="list-style-type: none"> - Faire étudier les différentes présentations de l'information à partir du tableau et en se référant constamment au texte pour dégager les moyens linguistiques et stylistiques employés. - Quel est l'article le plus objectif dans le traitement de l'information ? et le plus subjectif ? - La manipulation du lecteur par la presse : 4ème pouvoir. - La difficulté d'être toujours objectif dans ses analyses et dans ses propos. - La diversité des points de vue comme source de richesse. - La démocratie : donner à chacun le Droit et la liberté de dire ce qu'il pense. - Travail en groupe : <ul style="list-style-type: none"> * donner aux élèves une information et leur demander de la présenter sous diverses formes et en fonction d'une visée particulière. * comparer entre les différents articles de presse qui traitent d'une même information (travail de recherche dans la presse locale , nationale et/ou internationale). - cf. également, exercices proposés à la page 64 du guide du professeur. | | | | |

PROLONGEMENTS

| Activités | Contenus / références |
|---|--|
| <p style="text-align: center;">Lecture et Activités Orales</p> | <ul style="list-style-type: none"> - Etude d'un texte en dehors de la classe en vue de l'exploiter en séance d'expression orale ou écrite (voir annexes). - Texte support: "De l'esclavage des nègres"- p.147. UD11 - Démarche méthodologique prescrite à la page 138 du guide du professeur. - Capacités visées en matière d'éducation aux Droits de l'Homme : <ul style="list-style-type: none"> * dénoncer l'esclavagisme sous toutes ses formes. * savoir que l'égalité entre Hommes ne donne à aucun d'entre eux le Droit d'exploiter les autres. * être sensible au respect de la dignité de l'Homme qui se trouve bafouée par l'esclavagisme. |

ANNEXES

Documents - supports de la fiche pédagogique n° 11

ACTIVITES DE PRODUCTION ECRITE

Production d'un écrit selon une visée particulière

L'objectivité est-elle possible ?

«Ne pas être unilatéral⁽¹⁾ en donnant la parole aux uns et pas aux autres et, d'une façon plus générale, ne pas commenter un texte qu'on ne donne pas au lecteur. Surveiller son vocabulaire pour ne pas dire que tel crime a été commis par un immigré, tel autre non par un Lorrain ou par un Auvergnat, mais par Jean Dupont ou Pierre Martin. Imiter le *New York Times* en période de campagne présidentielle : l'éditorial prend clairement position, mais l'information est égale pour les deux adversaires sans déférence pour l'un ni dérision pour l'autre. Ne pas solliciter les faits, fût-ce par le titrage et la mise en page, pour louer constamment un camp et déprécier l'autre. Respecter ceux qu'on n'aime pas, garder l'esprit critique en éveil à l'égard de ceux qu'on aime, ce qui suppose déjà qu'on ne s' imagine pas être parvenu à une impassibilité aussi impossible que peu souhaitable.

«Peu souhaitable parce qu'il faut bien disposer de critères de sélection pour choisir parmi les milliers d'informations et de critères de jugement pour la présentation de celles qu'on a retenues dans la masse écrasante des dépêches, communiqués, coups de téléphone, sollicitations reçus.

«Voici près de trente ans, l'excellente revue Presse-Actualité partait de cette information fictive de l'A.F.P. : «M. Joseph Millevin, cultivateur à Castelnau (Dordogne) a récolté une citrouille phénomène qui ne pèse pas moins de 150 kilos», pour imaginer son traitement pas les journaux.

«Le journal local : «Sensation au petit village de Castelnau, près de Bergerac... M. Millevin, qui est très fier de cet exploit, est le beau-frère de notre sympathique dépositaire de Castelnau. Nos félicitations».

«L'Humanité : «Un petit cultivateur de Castelnau (Dordogne) a réussi, à force de travail et de courage, à faire pousser une citrouille de 150 kilos. Sans doute serait-il heureux et pourrait-il nourrir convenablement sa petite famille si la loi inique⁽²⁾ sur le métayage ne l'obligeait pas à partager avec son propriétaire, un gros industriel de Périgueux, le fruit admirable de son travail...»

«Le Monde : «Une citrouille pesant 150 kilos a été récoltée par M. Joseph Millevin, cultivateur à Castelnau (Dordogne). A l'heure où la France prend place dans le Marché commun et au moment où s'ouvre devant son agriculture un avenir incertain, une récolte de ce genre est de nature à faire mesurer aux cultivateurs français les possibilités qui leur sont offertes, en même temps que le chemin qui leur reste à parcourir, après un demi-siècle de malthusianisme,⁽³⁾ pour que leurs productions deviennent compétitives.»

«France-Soir : «Interrogé par notre envoyé spécial permanent à Bergerac, M. Millevin a déclaré : «J'ai envie d'offrir cette citrouille à la princesse Margaret, à l'occasion de son prochain mariage avec le colonel Townsend.»

Alfred Grosser, *le Monde*, vendredi 30 septembre 1988

1) unilatéral : qui néglige un autre point de vue possible.

2) inique : d'une injustice grave.

3) malthusianisme : ralentissement volontaire de la production.

A- Questions pour préparer l'activité

- 1- Après avoir lu attentivement le texte, repérez les deux parties qui le composent et donnez un titre à chacune.
- 2- Essayez de remplir le tableau suivant (que vous recopierez) à partir de l'analyse de la 2^e partie

| Type de journal | appartenance idéologique | lecteurs visés | aspect de l'information retenu | visée poursuivie par le journal |
|-----------------|--------------------------|----------------|--------------------------------|---------------------------------|
| | | | | |
| | | | | |

B- Production

- «Pour sauver la vie de son frère, une fillette de douze ans offre courageusement son rein.»
- «Un bébé de deux ans est sauvé de la noyade par le chien de la famille.»
- «Une jeune fille est retrouvée vivante dans la boue un mois après les inondations d'Ourika.»

Rédigez à partir de l'une des dépêches un petit article selon une visée particulière :

- impressionner
- mettre en garde
- informer

De l'esclavage des nègres

Si j'avais à soutenir le droit que nous avons eu de rendre les nègres esclaves, voici ce que je dirais :

Les peuples d'Europe ayant exterminé ceux de l'Amérique, ils ont dû mettre en esclavage ceux de l'Afrique, pour s'en servir à défricher tant de terres.

Le sucre serait trop cher, si l'on ne faisait travailler la plante qui le produit par des esclaves.

Ceux dont il s'agit sont noirs depuis les pieds jusqu'à la tête; et ils ont le nez si écrasé qu'il est presque impossible de les plaindre.

On ne peut se mettre dans l'esprit que Dieu, qui est un être sage, ait mis une âme, surtout bonne, dans un corps tout noir.

Il est si naturel de penser que c'est la couleur qui constitue l'essence de l'humanité, que les peuples d'Asie, qui font les eunuques, privent toujours les noirs du rapport qu'ils ont avec nous d'une façon plus marquée.

On peut juger de la couleur de la peau par celle des cheveux, qui, chez les Égyptiens, les meilleurs philosophes du monde, étaient d'une si grande conséquence, qu'ils faisaient mourir tous les hommes roux qui leur tombaient entre les mains.

Une preuve que les nègres n'ont pas le sens commun, c'est qu'ils font plus de cas d'un collier de verre que de l'or, qui, chez les nations policées, est d'une si grande conséquence.

Il est impossible que nous supposions que ces gens-là soient des hommes; parce que, si nous les supposions des hommes, on commencerait à croire que nous ne sommes pas nous-mêmes chrétiens.

De petits esprits exagèrent trop l'injustice que l'on fait aux Africains car, si elle était telle qu'ils le disent, ne serait-il pas venu dans la tête des princes d'Europe, qui font entre eux tant de conventions inutiles, d'en faire une générale en faveur de la miséricorde et de la pitié ?

MONTESQUIEU, De l'Esprit des lois, XV,5

Piste guidant la compréhension et la réflexion

- 1- Quelle est la particularité de la structure de ce texte ?
- 2- Combien de parties distinguez-vous ?
- 3- Comment s'enchaînent les paragraphes les uns aux autres ?
- 4- Complétez le tableau suivant en faisant correspondre les arguments aux catégories proposées.

| Nature des arguments | Arguments |
|--------------------------|---|
| Historique et économique | premier argument deuxième argument troisième argument |
| raciale | quatrième argument cinquième argument |
| religieuse | sixième argument septième argument |
| morale et politique | huitième argument neuvième argument |



- 5- Montesquieu vous semble-t-il partager ces arguments en faveur de l'esclavage ?
- 6- Quels procédés utilise-t-il pour nous faire comprendre sa position ?

INSERTION DE L'EDUCATION AUX DROITS DE L'HOMME DANS LES PROGRAMMES DE FRANÇAIS

**1^{ère} Année Secondaire
- Lettres Modernes -
- 1AS -Lettres**

Dossier composé d'une fiche pédagogique appropriée à des activités de classe distinctes mais interdépendantes, intégrant des capacités à développer en matière d'éducation aux Droits de l'Homme.

REFERENCES GENERALES D'INSERTION

| | |
|--|---|
| Niveau d'insertion | <ul style="list-style-type: none"> - Unité didactique N°3 "Raconter pour informer" pages 65...88. - Unité didactique N°11 "Raisonnement de manière inductive" p 319...353. |
| Objectif général | Dégager et traiter les informations véhiculées par le texte et l'image au sujet d'un phénomène humain local et/ou universel. |
| Objectifs fonctionnels | Lire l'image - lire par l'image - s'informer pour mieux juger. |
| Objectifs communicatifs | Raconter - informer - interpréter. |
| Activités de classe | <p>1- <u>Lecture</u> : doc.1 "En attendant le jour J" page 74. doc.2 " La Marche Verte en B.D" pages 75/76.</p> <p>2 - <u>Activités Orales</u> : Interprétation des images des pages 336 - 337 évoquant l'idée de famine et de suralimentation dans le monde.</p> |
| Compétences visées | La loi - la solidarité - la tolérance. |
| Capacités à développer en matière des Droits de l'Homme | <ul style="list-style-type: none"> - Etre capable de s'intéresser aux problèmes socio-politiques de son pays. - Etre sensible aux mouvements de paix dans le monde et à la résolution des conflits entre Etats par le biais des négociations et des démarches pacifiques (exemple de la Marche Verte au Maroc). - Etre conscient de la nécessité de respecter le Droit International. - Savoir revendiquer ses droits par des démarches pacifiques. - Etre conscient des inégalités qui touchent encore l'Homme et surtout les enfants à travers le monde en matière d'alimentation. |
| Références | <ul style="list-style-type: none"> - Manuel de français - 1AS Lettres - édition 1994-95. - Guide pédagogique - 1AS Lettres - édition 1994-95. - Référentiel relatif à l'éducation aux Droits de l'Homme. 1997. |

Fiche pédagogique n°12

ACTIVITE DE LECTURE

I- REFERENCES

| | |
|--|---|
| Supports didactiques | <ul style="list-style-type: none"> - Document 1 : Texte "En attendant le jour J" page 74. - Document 2 : B.D "La Marche Verte en image" pages 75-76. - Document 3 : Film documentaire en vidéo sur la Marche Verte |
| Objectif général | Dégager, comparer et traiter des informations véhiculées par trois types de supports différents. |
| Objectifs spécifiques | <ul style="list-style-type: none"> - Lire un récit écrit. - Lire un récit illustré. - Lire un récit filmé. - Comparer entre les différents récits traitant le même événement. |
| Capacités à développer en matière des Droits de l'Homme | <ul style="list-style-type: none"> - Connaître l'histoire de son pays et en analyser les retombées sur le présent et le futur. - Adhérer à une volonté collective en partageant les aspirations de ses concitoyens: esprit de solidarité. - Préférer les formes pacifiques et rejeter toute forme belliqueuse dans la revendication de ses Droits. - Fonder ses jugements et ses revendications sur les lois. |
| Compétences visées | La loi - la tolérance - la solidarité. |
| Unité didactique de référence | UD n° 3 "Raconter pour informer" pages 65...88 du manuel. |

II- DEROULEMENT

| Etapas/objectifs intermédiaires | Contenus et conduite de la classe | | | | | | | | | | |
|---|---|------------------------------|--|--|------------------------------|---------------------------|------------------------------|---------------------------|---|--------------------------------------|--------|
| 1- Approche globale portant sur les deux textes-soutiens. | <ul style="list-style-type: none">- Le texte et la B.D devraient être lus par les élèves et préparés en dehors de la classe.- Texte 1 : exclusivement scriptural.- Texte 2 : associant l'image à l'écrit (scripto-iconique)- Les deux textes traitent du même sujet: La Marche Verte, fait marquant dans l'Histoire moderne du Maroc.- Personnage-clé dans les deux textes : Sa Majesté le Roi Hassan II concepteur, créateur et organisateur de la Marche du siècle.- Analyse des images de la Bande Dessinée :<ul style="list-style-type: none">* en premier plan : portrait de Sa Majesté.* en arrière plan : les marcheurs- Synthèse du préacquis des élèves au sujet de cet événement historique. | | | | | | | | | | |
| | 2- Explication des textes. | | | | | | | | | | |
| Analyse de discours et étude comparative des deux récits. | <ul style="list-style-type: none">- Lecture silencieuse des deux textes suivie de questions de compréhension globale :<ul style="list-style-type: none">* territoire concerné (où ?),* date de l'événement (quand ?),* cause défendue (pourquoi ?),* organisation de la Marche Verte (Comment ?).- Relevé en commun des péripéties et dates de l'événement tout en analysant la manière dont l'information est traitée dans les deux textes : | | | | | | | | | | |
| | <div><div>Récit 1 : Texte</div><div>Récit 2 : B.D</div><table><tr><th>Indicateurs spatio-temporels</th><th>événements correspondants</th><th>Indicateurs spatio-temporels</th><th>événements correspondants</th></tr><tr><td>Agadir le 5 Nov.1975 à 18H30 etc ...</td><td>Message du Roi aux 350 000 marcheurs</td><td>Images</td><td>décision de Sa Majesté d'organiser la Marche</td></tr></table></div> | | | | Indicateurs spatio-temporels | événements correspondants | Indicateurs spatio-temporels | événements correspondants | Agadir le 5 Nov.1975 à 18H30 etc ... | Message du Roi aux 350 000 marcheurs | Images |
| Indicateurs spatio-temporels | événements correspondants | Indicateurs spatio-temporels | événements correspondants | | | | | | | | |
| Agadir le 5 Nov.1975 à 18H30 etc ... | Message du Roi aux 350 000 marcheurs | Images | décision de Sa Majesté d'organiser la Marche | | | | | | | | |

| | |
|---|---|
| <p>3- Approche situationnelle et discursive</p> | <ul style="list-style-type: none"> - Dégager la trame logico-discursive adoptée dans chacun des deux textes. - relever les procédés linguistiques (texte1) et les procédés artistiques et iconiques (texte2) utilisés afin de présenter l'événement : <ul style="list-style-type: none"> * éléments communs aux 2 textes : la narration, la cohérence... * éléments de différenciation : le scripto-iconique, les figures de style, la mise en relief ... |
| <p>4- Synthèse</p> <p>Dégager les principes des Droits de l'Homme véhiculés par la Marche pacifique de Novembre 75.</p> | <ul style="list-style-type: none"> - Même événement traité différemment. - L'importance historique de l'événement. - Ce conflit aurait pu être réglé par les armes (guerre). Qu'est-ce que cela aurait-il donné comme résultats ? Sur le plan humain, social, régional, mondial ... - La Marche Verte : symbole de la solidarité. (350 000 bénévoles solidaires pour la même cause ...). - La Marche Verte : symbole de paix entre peuples et de résolution des conflits en se référant à la loi et à la revendication pacifique de ses Droits : elle concrétise la tolérance, la solidarité et la revendication du droit par la loi. - La Marche Verte est une forme de lutte non-armée qui conserve à l'Homme toute sa dignité en faisant de lui un acteur de paix. |

ANNEXES

Documents - supports annexés à la fiche pédagogique n°12

ANALYSE DE DISCOURS

- Document I : Texte

En attendant le jour "J"

Le 5 novembre au soir ... Les tambourins se taisent, les chants et les danses cessent. Il est 18 h 30. Un silence religieux plane sur 350 000 personnes. Le Roi allait parler depuis Agadir.

Malgré les grésillements des transistors, la voix est claire. Le message aussi. «Demain, nous embrasserons le sol du territoire retrouvé». Explosion de joie ... rires ... chants, danses ... tout reprend ...

A l'aube, la première vague de volontaires était prête pour la marche, la "massira".

A 10 h 32, S.M. Hassan II donne le feu vert : «Au nom de Dieu qui meut le navire et l'arrête ! Osman, en avant !». Le Premier ministre conduit les premiers marcheurs.

Quelques heures plus tard, le monde apprenait que la frontière nominale a été franchie. Le sol est retrouvé, embrassé. Les fils de fer barbelés sectionnés. Les champs déminés ... La rencontre avec les frères, les cousins de "l'autre côté" est poignante. Poignante aussi les larmes de joie sur tous les visages. En face, les chars espagnols étaient alignés. Personne n'en faisait cas, il fallait marcher la tête haute, le Coran, l'emblème national et les portraits du Roi à la main ...

Les volontaires marchaient ... marchaient ... dans l'ordre et la fierté d'avoir reconquis un territoire spolié ... après quatre-vingt-dix d'occupation.

La frontière détruite, ordre fut donné d'arrêter le convoi des marcheurs ... 19 Km en profondeur du Sahara.

Le 7 novembre, une deuxième colonne de 100 000 personnes ouvrait un second front à partir d'Abatteh à 200 Km au sud est de Tarfaya. Le surlendemain, le Roi donnait l'ordre aux volontaires de retourner au point de départ, Tarfaya.

Souveraineté et intégrité

Deux jours plus tard, une délégation conduite par M. Ahmed Osman, Premier ministre, se rendait à Madrid pour reprendre les négociations avec l'Espagne.

L'accord tripartite de Madrid entre l'Espagne, le Maroc et la Mauritanie était signé le 14 novembre 1975 et l'Assemblée générale des Nations Unies l'entérinait moins d'un mois plus tard, le 10 décembre 1975.

Dix jours après l'accord de Madrid, le gouverneur de sa Majesté, M. Ahmed Bensouda, arrive à Laâyoune où il est chaleureusement acclamé par le Jemâa, l'Assemblée représentative des populations sahraouies. Cette même Jemâa devait voter à l'unanimité la réintégration à la mère-patrie le 26 février 1976.

La cérémonie de passation des pouvoirs de l'Espagne au Maroc devait avoir lieu deux jours plus tard ... C'est l'apothéose.

Larbi Essakali (journaliste)

«La marche Verte», chapitre troisième

Le Mémorial du Maroc, volume 7

Document II : Bande dessinée (B.D)

L'ESPAGNE A DÉCIDÉ DE QUITTER LE TERRITOIRE SAHARAÏN QUE L'ELLE OCCUPE FAISANT VOULOIR LES LIENS ANCESTRAUX HUMAINS, CULTURELS, RELIGIEUX... QU'ATTACHENT CETTE TERRE AU MAROC. HASSAN II DÉCIDE D'AFFIRMER PACIFIQUEMENT LES DROITS DE SON PAYS SUR CETTE PORTION DU SAHARA.



COMMENT FRAPPER L'OPINION MONDIALE ? J'AI UNE IDÉE ! UNE MARCHÉ VERTE ! 350.000 PERSONNES QUI FRANCHIRONT LA FRONTIÈRE DU SAHARA ESPAGNOL...

DANS LE MONDE ENTIER, LA NOUVELLE PROVOQUE STUPEUR... ET IRONIE.

UNE MARCHÉ VERTE... OÙ, COMME L'ÉTENDARD DU PROPHÈTE ! ET DE 350.000 HOMMES PARCE QUE C'EST LE NOMBRE DES INDIVIDUS QUI NAÎSSENT AU MAROC CHAQUE ANNÉE...

LANCER TANT DE MONDE DANS LE DÉSERT ! ILS SONT FOUS ! COMMENT LES TRANSPORTERONT-ILS ? À DOS DE CHAMEAU ?



LA MARCHÉ VERTE EST MINUTIEUSEMENT PRÉPARÉE...

PRÈS QUE 8.000 CAMIONS, 17.000 TONNES DE NOURRITURE, 28.000 TONNES D'EAU, 5.000 TONNES DE CARBURANT, QU'EN DITES-VOUS ?

QUE RIEN N'A ÉTÉ LAISSÉ AU HASARD. ON A MÊME PRÉVU 250 AMBULANCES !



LE 5 NOVEMBRE 1975...

...CHER PEUPLE, DEMAIN TU FRANCHIRAS LA FRONTIÈRE ET TU FOULERAS UNE TERRE QUI EST TIENNE... QUE DIEU FASSE EN SORTE QUE TA MARCHÉ SOIT CELLE DE LA VICTOIRE.



LE LENDemain, LES 350.000 MARCHÉURS PRÉARMÉS QUITTENT TARRAJA...



...ET S'ÉLOIGNENT VERS LE SUD...



A "FRONTIERE" EST PROCHES DANS L'ENTHOUSIASME...

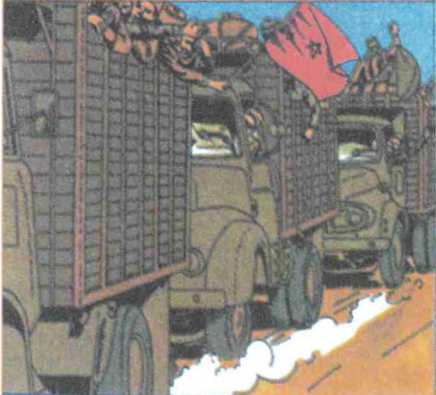


D'ABORD, LE ROI PREND LA PAROLE...

IL N'Y A PLUS D'ENORMES QUE PEUX PEUPLES ANS, LE PEUPLE ESPAGNOL ET LE PEUPLE MAROCAIN QUI, APRÈS UNE PÉRIODE DE MALENTENDUS, MARQUENT LEUR PÈRE VO-
LONTE DE S'ENGAGER DANS UNE VOIE NOUVELLE
...



DÈS QUE LE ROI EN DONNE L'ORDRE, LA MARCHÉ S'ARRÊTE, FAIT UEN-TOUR ET SE DIRIGE À NOUVEAU VERS TARRAVA.



HONNEUR À VOUS VOLONTAIRES... NOTRE
SAHARA NOUS A ÉTÉ RENDU, ET SANS
EFFUSION DE SANG. CETTE MARCHÉ
A FAIT DE NOUS UN PEUPLE NOUVEAU,
UN MAROC NOUVEAU VIENT DE NAITRE...



UNE LIGNE DE CHEMIN DE FER
EST EN CONSTRUCTION
ELLE RELIERA MARRAKECH À
EL AJOUN PAR AGADIR





La marche verte : Tolérance , Solidarité , Dignité et Liberté

| |
|-----------------------------------|
| Fiche pédagogique n°12 bis |
|-----------------------------------|

B- ACTIVITES ORALES**I- REFERENCES**

| | |
|--|---|
| Supports didactiques | <ul style="list-style-type: none"> - Images mises en opposition : <ul style="list-style-type: none"> * photo 1 "la famine" - p. 336. * photo 2 "la suralimentation" - p. 337. |
| Objectif général | <p>Faire réfléchir les élèves sur les inégalités qui affectent le Droit à la nourriture à travers le Monde.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Passer du non verbal au verbal. |
| Objectifs spécifiques | <ul style="list-style-type: none"> - Raisonner de manière inductive à partir d'une comparaison entre deux images opposées. - Lire l'image et l'interpréter. |
| Capacités à développer en matière des Droits de l'Homme | <ul style="list-style-type: none"> - Etre capable d'analyser des situations d'inégalité en se référant aux principes de la dignité humaine et aux exigences d'une paix sociale. - Etre conscient de la nécessité de la solidarité entre les peuples, surtout entre pauvres et riches. - Etre capable de se mettre à la place de l'autre afin de partager ses sentiments. - Etre conscient du Droit de l'enfant à la vie et à la nourriture quelque soit son origine, sa couleur ou sa religion. - Etre capable de contribuer à une action d'aide aux pauvres de son pays et/ou à ceux d'un autre pays. |
| Compétences visées | L'égalité - la dignité - la solidarité. |
| Unité didactique de référence | Unité Didactique N°11 "Raisonner de manière inductive. |

II- DEROULEMENT

| Etapas | Contenus et déroulement | |
|---|---|--|
| <p>cf. Démarche pédagogique ci-contre, préconisée par les R.P en vigueur et contenue dans le "Guide du professeur" 2AS Lettres - page 214.</p> <p>Susciter la libre expression et l'échange inter-élèves au sujet des idées véhiculées par les images</p> | <p align="center">ACTIVITES ORALES</p> <p>O.G : RASONNER O.F : RASONNER DE MANIERE INDUCTIVE</p> <p>Activité 1 :</p> <p>O.S.* Passer du non verbal au verbal; *Formuler ce que l'on voit (dénotation); *Formuler ce que l'on comprend (connotation).</p> | |
| | PHOTO 1 | |
| | <p align="center">Ce que je vois</p> <p>1^{er} plan : Une femme noire, très maigre, famélique grise de poussière, le regard vide tourné vers le ciel.</p> <p>Deux jeunes enfants sont pendus à ses seins maigres.</p> <p>2^{ème} plan : Derrière la femme des gens en haillons.</p> <p>Poussiéreux, tout est gris de poussière, de saleté.</p> | <p align="center">Ce que je comprends</p> <p>Le dénuement, la famine</p> <p>Elle semble complètement détachée de ce qui se passe autour d'elle. Elle subit une situation . Les deux enfants choquent : On se demande comment il peut être possible de procréer dans un état de si grande faiblesse.</p> <p>Un paysage désolé aride où rien ne pousse; une grande pauvreté générale où les enfants ne représentent même plus l'espoir. Ils évoquent plutôt la surpopulation.</p> |
| | PHOTO 2 | |
| | <p align="center">Ce que je vois</p> <p>Un seul plan :</p> <p>bébé joufflu tout rose, nu propre vigoureux. Les couleurs rose sur fond blanc.</p> <p>L'enfant est assis sur un châte en laine.</p> | <p align="center">Ce que je comprends</p> <p>Un enfant en bonne santé, heureux</p> <p>Les couleurs mettent en valeur l'enfant : elles créent une ambiance de sérénité, la laine évoque la douceur, le confort, le bonheur de vivre.</p> |

| | |
|--|--|
| <p>- Synthèse : Une forme d'inégalité : famine et suralimentation dans le monde</p> | <p><u>L'idée suggérée par la photo 1 :</u> La sécheresse, la famine, la guerre sont les causes réunies de la grande détresse de certaines populations d'Afrique : des enfants souffrent de malnutrition , ils sont privés des soins élémentaires à cause de la misère. Le photographe veut provoquer la sensibilité du lecteur pour alerter sa conscience, la visée de la photo est donc informative - persécutive.</p> <p><u>L'idée suggérée par la photo 2 :</u> Elle est tout à fait l'antithèse de la précédente qui peut se résumer ainsi : un enfant bien nourri est un enfant heureux. Cette photo peut être le support idéal d'une publicité destinée à une société de consommation.</p> <p>PHOTO 1/ PHOTO 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dégager l'inégalité existante entre les deux mondes : suralimentation / famine - En quoi consisterait une meilleure répartition de l'alimentation à travers le Monde? (pays riches / pays pauvres ⇒ solidarité). - L'enfant et le Droit à l'alimentation, à la vie ! |
|--|--|

III- PROLONGEMENTS

| Activités | Contenu / références | | | | | | | | | | |
|---------------------------------|---|-------------|------------------------|---|--|---|---------------------|---|--|---|------------------|
| <p>Production écrite</p> | <p>- Activité 1 proposée dans le manuel de l'élève (page 353) et dont la démarche pédagogique est présentée à la page 218 du Guide :</p> <p>* Rédigez une réflexion destinée à un article de presse pour sensibiliser les lecteurs aux problèmes de la malnutrition et de la famine dont souffrent les enfants des pays d'Afrique.</p> <table border="1" data-bbox="322 1274 1093 1647"> <tr> <th data-bbox="322 1274 515 1334">Paragraphes</th><th data-bbox="515 1274 1093 1334">Opérations discursives</th></tr> <tr> <td data-bbox="322 1334 515 1394">1</td><td data-bbox="515 1334 1093 1394">On présente une situation(cf. Photos p336)</td></tr> <tr> <td data-bbox="322 1394 515 1428">2</td><td data-bbox="515 1394 1093 1428">On pose le problème</td></tr> <tr> <td data-bbox="322 1428 515 1610">3</td><td data-bbox="515 1428 1093 1610"> On développe la réflexion : <ul style="list-style-type: none"> - sur les causes de la malnutrition/de la famine - sur les conséquences dont sont victimes les enfants en premier lieu. - sur les actions à envisager. </td></tr> <tr> <td data-bbox="322 1610 515 1647">4</td><td data-bbox="515 1610 1093 1647">brève conclusion</td></tr> </table> | Paragraphes | Opérations discursives | 1 | On présente une situation(cf. Photos p336) | 2 | On pose le problème | 3 | On développe la réflexion : <ul style="list-style-type: none"> - sur les causes de la malnutrition/de la famine - sur les conséquences dont sont victimes les enfants en premier lieu. - sur les actions à envisager. | 4 | brève conclusion |
| Paragraphes | Opérations discursives | | | | | | | | | | |
| 1 | On présente une situation(cf. Photos p336) | | | | | | | | | | |
| 2 | On pose le problème | | | | | | | | | | |
| 3 | On développe la réflexion : <ul style="list-style-type: none"> - sur les causes de la malnutrition/de la famine - sur les conséquences dont sont victimes les enfants en premier lieu. - sur les actions à envisager. | | | | | | | | | | |
| 4 | brève conclusion | | | | | | | | | | |

ACTIVITES ORALES

- Lecture de photos et de dessins

1. Regardez les photos et dites ce qu'elles suggèrent

Photo 1



Photo 2



| | Je décris ce que je vois | je dis ce que je comprends |
|---|--------------------------|----------------------------|
| Photo 1: 1 ^{er} plan 2 ^{ème} plan | | |
| Photo 2 | | |

- Dans quels supports trouve-t-on ce genre de photo ?
- Quelle est l'intention du photographe ?
- Quel public vise-t-il ?
- Quelles sont les deux idées essentielles suggérées par ces photos ?

**INSERTION DE L'EDUCATION AUX
DROITS DE L'HOMME DANS LES
PROGRAMMES DE FRANÇAIS**

**2^{ème} année secondaire
-lettres Modernes -
(2AS -Lettres)**

REFERENCES GENERALES D'INSERTION

| | |
|---|--|
| Niveau d'insertion | <ul style="list-style-type: none"> - Unité didactique n° 4 «exposer et expliquer des Fraits (scientifiques sociaux ...)» pages 55... 74. - Unité didactique n° 9 «remettre en question, concéder, s'opposer» pages 151 ... 166. |
| Objectif général | réfléchir sur des phénomènes sociaux qui touchent à l'Homme: l'émigration clandestine / le racisme / l'injustice. |
| Objectif fonctionnel | analyser des cas d'injustice sociale. |
| Objectifs communicatifs | exposer / expliquer / remettre en question / débattre. |
| Activités de classe | <ul style="list-style-type: none"> - UD 4: -Activités orales : - l'émigration clandestine. - support : CLANDESTAIR. p.69 - UD 9: -Lecture : Dossier «qui est Omar Raddad? » p. 156 |
| Capacités à développer en matière d'éducation aux Droits de l'Homme. | <ul style="list-style-type: none"> - être capable d'analyser des cas vécus d'injustice sociale. - être capable de se référer à des valeurs humaines telle que "la dignité" afin d'analyser un vécu. - être capable d'exposer un fait social et de le débattre objectivement. - être capable de se mettre à la place de l'Autre et d'en partager les souffrances. |
| Compétences visées | la liberté- l'égalité- la dignité. |
| Références | <ul style="list-style-type: none"> - manuel de français - 2^{ème} AS lettres - édition 95. - livre du professeur - 2^{ème} AS lettres - édition 95. - référentiel relatif à l'éducation aux Droits de l'Homme 1997. |

FICHE PEDAGOGIQUE N° 14

ACTIVITE DE LECTURE

REFERENCES

| | |
|---|---|
| Supports Didactiques | <ul style="list-style-type: none"> - document de base : Dossier «qui est Omar Raddad ?» page 156 - documents complémentaires : articles de presse sur l'affaire OMAR Raddad, documents A.V , etc. |
| Objectif général | <ul style="list-style-type: none"> - repérer dans un texte, les informations qui constituent une opposition ou une réfutation. |
| Objectifs spécifiques | <ul style="list-style-type: none"> - repérer et hiérarchiser des informations tirées d'un article de presse. - connaître l'affaire OMAR REDDAD et ses péripéties. |
| Capacités à développer en matière d'éducation aux Droits de l'Homme. | <ul style="list-style-type: none"> - être sensible aux « erreurs de la justice » à travers le cas OMAR REDDAD - être capable de dénoncer l'injustice sous toutes ses formes. - être capable de baser son jugement sur des arguments irréfutables en se référant aux valeurs humaines et aux Droits de l'Homme. - être capable de se mettre à la place de l'Autre. |
| Compétences visées | la dignité - la liberté - l'égalité - la loi. |
| Unité didactique de référence | <ul style="list-style-type: none"> - UD 9 «remettre en question, concéder, s'opposer» |

DEROULEMENT

| obj. intermédiaires/ étapes | Contenus | | | | | | | | | | | | |
|---|---|-----------------------|-------------------------|------------------------------|---------------------|--------------------|--|------------------------|----------------------|-----------------------|-------------------------|------------------------------|---------------------|
| 1. Mise en situation | - rappel de l'événement : péripéties juridiques de l'affaire OMAR Reddad (possibilité d'exploitation de documents complémentaires). | | | | | | | | | | | | |
| 2. étude globale de la page. | - la mise en page des textes-emploi de la couleur ... - l'image et son rôle dans l'illustration des articles réunis. - les titres : <ul style="list-style-type: none">- présentation d'Omar Reddad- les avis sur Omar Reddad- les avocats d'Omar Reddad | | | | | | | | | | | | |
| 3. étude du texte «les avocats d'Omar ...» | a - présentation : <ul style="list-style-type: none">. énumération en rapport avec le titre : les avocats d'Omar ont fait valoir que ... que ... que absence de la référence du texte (extrait d'un dossier). texte coloré en jaune et présenté en une seule colonne (forme compatible à l'énumération). b - lectures : <ul style="list-style-type: none">. silencieuse suivie de questions. magistrale suivie d'explications. classification à partir du tableau proposé dans le manuel à la page 157. <table><tr><th colspan="4">détails matériels</th><th colspan="2">détails juridiques</th></tr><tr><td>relevés sur la victime</td><td>relevés sur l'accusé</td><td>relevés sur les lieux</td><td>relevés sur les moments</td><td>l'enquête policière du crime</td><td>procédure juridique</td></tr></table> | détails matériels | | | | détails juridiques | | relevés sur la victime | relevés sur l'accusé | relevés sur les lieux | relevés sur les moments | l'enquête policière du crime | procédure juridique |
| détails matériels | | | | détails juridiques | | | | | | | | | |
| relevés sur la victime | relevés sur l'accusé | relevés sur les lieux | relevés sur les moments | l'enquête policière du crime | procédure juridique | | | | | | | | |

| | |
|--------------------------------|--|
| <p>4. Synthèse</p> | <ul style="list-style-type: none"> - où semble - t - il y avoir plus d'anomalies dans ce dossier ? - Omar n'est -il pas victime d'une injustice ? - le Droit de l'Homme à un jugement équitable sans préjugé racial est-il respecté dans ce cas ? - rappel du principe juridique Universel : Tout accusé est innocent tant que son accusation n'a pas été prouvée. |
| <p>5. prolongements</p> | <ul style="list-style-type: none"> - suggérer aux élèves en expression orale d'exposer et d'expliquer devant leurs camarades des cas d'injustice qu'ils ont vécus et / ou des cas d'erreurs de la justice dont ils ont pris connaissance à travers les médias (travail de recherche en groupe) |

**Documents - supports
en annexe à la fiche
n°: 14**

DOSSIER

Qui est Omar Raddad ?

Omar Raddad est né le 1^{er} juillet 1962 à Beni Oulichek dans le nord du Maroc.

Son père, Abdessalam immigrait en France la même année et y a travaillé depuis comme jardinier. Il a fait vivre sa famille en lui envoyant de l'argent. Actuellement, il serait au chômage. La mère de l'inculpé est toujours demeurée au Maroc.

Omar qui a deux frères et trois sœurs, n'a pas poursuivi d'études. Jusqu'à l'âge de 21 ans, il a effectué des travaux agricoles au Maroc.

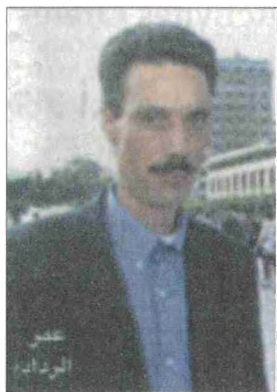
Il a fait son service militaire au Maroc pendant un an avant de se rendre en France en 1985.

Il y retourne en 1987 et rencontre Latifa Cherachni qui deviendra sa femme.

De cette union, sont issus en 1987, Karim et le 29 mai 1991, Youssef.

Omar Raddad devient titulaire de sa carte de résidant le premier février 1989 et recourt, pour subsister à des emplois réguliers de jardinier à Mougins chez Mme Muller, chez Mme Pascal, chez M. Sherif et chez la victime.

Omar Raddad était, selon ses employeurs, -mis à part Mme Muller



qui l'aurait congédié en 1990 car la qualité de son travail s'était dégradée - un travailleur calme et digne de confiance.

Omar et son épouse ont vécu chez Mme Marchal pendant plusieurs mois, jusqu'à la naissance de leur premier enfant. Ils résidaient ensuite, tout à fait tranquillement, au Cannet-Rocheville.

Rien d'autre de particulièrement saisissant à signaler, mis à part son regard troublant qui peut en faire à la fois une victime et un coupable.

Les avis sur OMAR

"Moi, je suis certaine que mon jardinier n'a pas tué Ghislaine Marchal. J'ai choisi son avocat, Me Girard, d'une grande famille grasseoise. Mon jardin est vaste et fort beau grâce à Omar. C'est un grand travailleur et je pense qu'il jardine avec goût. Il a succédé à son papa qui fut trente ans mon jardinier."

Francine Pascal, propriétaire depuis 1939 du Mas St Barthélémy à Mougins.

"Omar Raddad est un homme du Rif, très beau berbère, taciturne, sombre. Il parle très peu le français. Sa femme est une Sahraoui volubile, intelligente qui s'exprime avec l'accent du Midi.

(Me Georges Girard)

Les avocats d'Omar ont fait valoir...

- que les interrogatoires et dépositions d'Omar Raddad ainsi que la renonciation de l'intéressé aux droits de la défense sans l'assistance d'un interprète sont atteints par une nullité affectant l'ordonnance de mise en détention,
- que le transport sur les lieux a démontré que la mise en scène de la condamnation de la porte de la cave par le lit pliant est possible,
- qu'aucun élément objectif ne permet d'attribuer à Mme Marchal le tracé des messages accusant Omar Raddad (absence de mesure de la largeur des doigts de la victime, absence de relevé d'empreintes digitales de la victime sur les messages),
- qu'il n'y a aucune empreinte digitale d'Omar Raddad sur le sac de la victime,
- qu'il n'y a aucune trace de sang de la victime sur les vêtements d'Omar Raddad alors que les blessures ont entraîné des éclaboussures de sang en hauteur,
- que l'épanchement du sang à partir de la plaie sur la face interne de la cuisse gauche perpendiculaire à l'axe de cette cuisse accrédite la thèse que cette blessure a été occasionnée à la victime par le meurtrier qui est demeuré jusqu'au dernier instant avec Mme Marchal, cette dernière ne s'étant plus déplacée après avoir contracté ladite blessure,
- qu'un doute considérable existe sur la date et l'heure du décès de Mme Marchal (les éléments d'autopsie accreditant plutôt la date du 24 juin que celle du 23 juin),
- qu'il est impossible que Mme Marchal ait pu faire l'effort du transport du lit pliant derrière la porte de la cave en l'état de l'absence d'expulsion des intestins de la plaie abdominale de 14 centimètres de long,
- qu'il n'y a pas dans le dossier de recherche des empreintes digitales de la victime sur le lit pliant et sur la barre de fer,
- que des inexactitudes et des incertitudes règnent dans le dossier,
- qu'il est inadmissible que les premiers interrogatoires aient eu lieu hors la présence d'un interprète,
- que les inscriptions en lettres de sang ne présentent pas le caractère probant qu'on veut bien leur donner,
- que les expertises graphologiques révèlent parfois des erreurs ou des conclusions contradictoires,
- que la comparaison entre la grosseur des doigts et la largeur des lettres n'a pas été faite,
- qu'à la suite des efforts de la victime pour écrire après ou avant avoir bloqué la porte avec un lit pliant, la cavité abdominale aurait dû être remplie de sang,
- qu'il est matériellement impossible que le crime ait pu être commis en 15 ou 20 minutes,
- que rien n'a été volé dans la maison de Mme Marchal, que sa montre en or a été retrouvée intacte, que l'on n'a pas retrouvé des sédiments de poussière dans la maison,
- que du reste, la présence de sédiments de poussière présents sur les vêtements de Raddad se retrouvent dans les caves des maisons avoisinantes, où Raddad travaillait,
- qu'il n'a été retenu qu'un seul témoignage de prostituée,
- que Raddad n'a fréquenté que quelques machines à sous.

FICHE PEDAGOGIQUE N° 15

Activités Orales

REFERENCES

| | |
|---|---|
| Supports Didactiques | - CLANDESTAIR . BD de la page 69 |
| Objectif général | commenter le contenu formel et sémantique d'une BD. |
| Objectifs spécifiques | <ul style="list-style-type: none"> - Exposer et débattre d'un fait social (l'émigration clandestine) - dégager le non - dit dans un récit en BD. - dégager la part du verbal-scriptural et la part de l'iconique dans le récit en BD. |
| Capacités à développer en matière d'éducation aux Droits de l'Homme. | <ul style="list-style-type: none"> - être capable d'analyser un fait social d'actualité (l'émigration clandestine vers l'Europe). - être capable de se référer aux principes des Droits de l'Homme (la dignité, l'égalité, la justice ...) en réfléchissant sur des cas sociaux. - être capable de se mettre à la place de l'Autre et de partager ses souffrances. |
| Compétences visées | l'égalité- la dignité- la liberté. |
| U.D de référence | <ul style="list-style-type: none"> - UD 4 exposer et expliquer des faits (sociaux, scientifiques ...) p.69 - livre du professeur. p.55 |

DEROULEMENT

| obj. intermédiaires -Étapes- | Contenus |
|---|--|
| <p>1. étude de la B.D</p> <p>le récit satirique d'une émigration clandestine</p> | <ul style="list-style-type: none"> - a/ mise en situation : amener les élèves à émettre des hypothèses sur le titre CLANDESTAIR. (aperçu sur le caricaturiste SLIM) - b/ approche globale : faire remarquer aux élèves <ul style="list-style-type: none"> . les vignettes . les bulles . les personnages (caractéristiques physiques) . les traits des visages - attitudes les habits . l'avion les situations (il s'agit d'un récit en B.D) - c/ étude du texte : <ul style="list-style-type: none"> . lecture en diagonal (dégager la trame du récit) . étude du contenu des vignettes . dégager la structure du récit . synthèse : récit présenté sous forme humoristique en vue de sensibiliser le lecteur à l'absurdité de l'aventure et à l'exploitation de l'Homme par l'Homme. <p>2. Débat :</p> <p>l'émigration clandestine des marocains à l'étranger : de la BD à la réalité.</p> <ul style="list-style-type: none"> - débat préparé : les élèves prévenus à l'avance devraient préparer (individuellement ou en groupe) le débat du jour qui portera sur l'émigration clandestine vers l'Europe (les barques de la mort) : <ul style="list-style-type: none"> . articles de presse . témoignages au sujet de cas vécus . etc - le débat reste ouvert à ceux qui sont pour ce type d'aventure et à ceux qui sont contre. - relevez les aspects touchant à la dignité de l'Homme et à sa liberté dans ce cas social. |

1) Lisez cette bande dessinée :



- Quel est le thème abordé par la bande dessinée ?
- Sur quel ton est abordé ce thème ?
- Quel est le message contenu dans la dernière vignette ?

Revue Rivages n°1

INSERTION DE L'EDUCATION AUX DROITS DE L'HOMME DANS LES PROGRAMMES DE FRANÇAIS

**3^{ème} Année Secondaire
- Lettres Modernes -
(3AS Lettres)**

Dossier composé de deux fiches pédagogiques appropriées à des activités de classe distinctes mais interdépendantes, intégrant des capacités à développer en matière d'éducation aux Droits de l'Homme.

REFERENCES GENERALES D'INSERTION

| | |
|--|---|
| Niveau d'insertion | - Unité didactique N° 6 "Droits et Devoirs" pages 113...134. |
| Objectif général | Dégager les principes fondamentaux des Droits de l'Homme à partir de textes législatifs et en analyser le degré d'application dans la vie courante. |
| Objectifs fonctionnels | - Initiation au discours juridique. - Connaître ses Droits et ses Devoirs. |
| Objectifs communicatifs | - Prescrire, réglementer, argumenter, pour convaincre et persuader. |
| Activités de classe | - 1) Lectures : - texte 1 "La constitution" p. 114 - 115. - texte 2 "Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes". (Page 116) - 2) Langue : - Syntaxe : L'obligation, l'interdiction et la restriction- pages 123 - 124 - 125. - Lexique : Champ lexical du mot DROIT - page 128. - 3) E. écrite : Production d'un texte prescriptif - réglementaire. |
| Compétences visées | La loi, la démocratie, la dignité, l'égalité . |
| capacités à développer en matière d'éducation aux Droits de l'Homme | - Etre conscient de ses Droits et de ses Devoirs de citoyen en étudiant les textes législatifs de son pays. - Dégager les principes fondamentaux des Droits de l'Homme reconnus par la Constitution marocaine en vigueur. - Appliquer des textes législatifs sur des cas vécus. - Porter un jugement sur un phénomène social sur la base de textes juridiques. - Etre capable de modifier son comportement et ses opinions en fonction des critères de la démocratie, de la loi et de la tolérance. |
| Références | - Manuel de l'élève - 3AS - lettres - éd. 1996. - Guide du professeur - 3AS - lettres - éd. 1996. - R. P - éd. 92. - Référentiel relatif à l'éducation aux Droits de l'Homme. 1997. |

Fiche pédagogique N°16

Activité de lecture

REFERENCES

| | |
|--|--|
| Supports didactiques | <ul style="list-style-type: none"> - Texte : "la Nouvelle Constitution " p. 114 - UD6. - Document complémentaire : la déclaration universelle des Droits de l'Homme. |
| Objectif général | Familiariser les élèves au discours juridique à partir de l'étude des articles de la constitution marocaine. |
| Objectifs spécifiques | <ul style="list-style-type: none"> - Comparer les articles de la constitution marocaine avec les principes de la déclaration des Droits de l'Homme. - Etudier la prescription, l'obligation et l'interdiction dans un texte législatif. |
| Compétences visées | La démocratie, la loi, la liberté. |
| capacités à développer en matière d'éducation aux Droits de l'Homme | <ul style="list-style-type: none"> - Dégager les principes fondamentaux des Droits de l'Homme contenus dans les textes législatifs en vigueur au Maroc. - Connaître ses droits de citoyen à partir des textes législatifs en vigueur dans le pays. - Connaître ses devoirs de citoyen vis à vis de sa patrie et de ses concitoyens. |
| Références | <ul style="list-style-type: none"> - Manuel de l'élève - 3AS lettres - pages 114-116. - Guide du professeur 3AS - lettres - pages 70-71. |

DEROULEMENT

| Etapas/objectifs intermédiaires | Contenus et conduite de la classe |
|---------------------------------|--|
| 1. Phase pré-pédagogique | <ul style="list-style-type: none"> - Texte travaillé au préalable, individuellement ou en groupe, afin de rentabiliser la séance du jour. - Travail en dehors de la classe guidé par des questions et consignes précises. |
| 2. Mise en situation | <ul style="list-style-type: none"> - Vérifier l'apport du travail effectué en dehors de la classe : <ul style="list-style-type: none"> • Qu'est-ce qu'une constitution ? • Pourquoi et comment est-elle élaborée ? (c'est la loi suprême du pays, soumise à référendum) • La dernière constitution en date ? Ses nouveautés ? • Qu'est-ce qu'un DROIT ? Et un DEVOIR ? |
| 3. Approche globale | <ul style="list-style-type: none"> - A partir d'une approche formelle globale, dégager ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> • L'organisation/présentation du texte : titres et sous-titres préambule - articles ... • Le préambule introduit le texte : il situe et positionne le Maroc dans le contexte international, il annonce les principes fondamentaux auxquels le Maroc adhère ... • La disposition du texte législatif en articles numérotés et marqués en gras par souci de clarté et de précision. |
| 4. Analyse du texte | <ul style="list-style-type: none"> - Etude du préambule : <ul style="list-style-type: none"> • La fonction du préambule. • Comment le Maroc y est-il défini ? • Quelles sont les chartes auxquelles le Maroc adhère ? - Etude des articles de la constitution : <ul style="list-style-type: none"> • A qui s'adresse-t-on ? • Relevez les domaines abordés par les articles (politique - économique - social - religieux ...). |

- Faire un relevé de quelques Droits et Devoirs du citoyen à l'aide d'un tableau :

| Articles | Devoirs | Droits |
|-------------|---|---------------------------|
| 4/6 | - Respect de la loi. | - Liberté de culte. |
| 17/9 | - Contribution aux charges publiques. | - Liberté d'opinion. |
| 16/9 | - Défense de la patrie. | - Liberté de circulation. |
| 18/13 | - Solidarité nationale en cas de catastrophe. | - Droit à l'éducation |
| | - etc. | - etc. |

- Faire un relevé des Droits de l'Homme figurant dans la constitution :

Relevé des articles appropriés aux Droits de l'Homme.

| Articles | Droits de l'Homme |
|----------|---|
| 8 | - Egalité entre Homme et Femme. |
| 5 | - Egalité de tous les citoyens devant la loi. |
| 9 | - Liberté d'opinion et d'expression. |
| 13 | - Droit à l'éducation. |
| 13 | - Droit au travail. |
| 14 | - Droit de grève. |
| - Etc. | |

- Relevé des formes linguistiques utilisées dans le texte pour exprimer :
- L'obligation (tous sont tenus ...).
 - L'interdiction (nul ne peut être arrêté ...).
 - La restriction (sauf ...).
 - La généralisation (tous ...).

5.Applications

- Il s'agit d'illustrer ces Droits et Devoirs contenus dans la constitution par des exemples tirés de la réalité et du vécu. (Faire appel à l'expérience des élèves et à l'observation de leur entourage).
- Etude de cas où ces Droits et Devoirs apparaissent.

PROLONGEMENTS

| Activités | Contenus / Référence |
|-------------------------|---|
| <u>Activités orales</u> | <ul style="list-style-type: none"> - Reprendre la phase "Applications" en séance d'activités orales : <ul style="list-style-type: none"> - Etude de cas de violation de quelques uns de ces DROITS et DEVOIRS. - Travail de recherche en documentation (journaux, revues...) qui exposent des cas de violation de la constitution . - Dramatisation en classe de scènes qui illustrent ces Droits. |
| <u>LANGUE</u> | <hr style="width: 20%; margin: 10px auto;"/> <p>1/ - <u>SYNTAXE</u> : L'obligation, l'interdiction et la restriction.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Références : - Manuel de l'élève - 3AS - lettres - p. 123-125. - Guide du professeur - 3AS - lettres - p.73. <p>2/ - <u>LEXIQUE</u> : Champ lexical du mot "DROIT".</p> <ul style="list-style-type: none"> - Références : Manuel de l'élève - 3AS -lettres -p. 126-127. |

**Documents - Supports
annexés à la fiche
n°16**

Lecture 1

Texte :

LA NOUVELLE CONSTITUTION

Préambule

Le Royaume du Maroc, Etat musulman souverain, dont la langue officielle est l'arabe, constitue une partie du Grand Maghreb Arabe. Etat africain, il s'assigne en outre, comme l'un de ses objectifs, la réalisation de l'Unité africaine.

Conscient de la nécessité d'inscrire son action dans le cadre des organismes internationaux, dont il est un membre actif et dynamique, le Royaume du Maroc souscrit aux principes, droits et obligations découlant des Chartes des dits organismes et réaffirme son attachement aux droits de l'Homme tels qu'ils sont universellement reconnus.

De même, le Royaume du Maroc réaffirme sa détermination d'œuvrer pour le maintien de la paix et de la sécurité dans le monde.

TITRE PREMIER
DISPOSITIONS GENERALES
DES PRINCIPES FONDAMENTAUX

Article premier : Le Maroc est une Monarchie constitutionnelle démocratique et sociale.

Article 2 : La souveraineté appartient à la Nation qui l'exerce directement par voie de référendum et indirectement par l'intermédiaire des institutions constitutionnelles.

Article 3 : Les partis politiques, les organisations syndicales, les conseils communaux et les chambres professionnelles concourent à l'organisation et à la représentation des citoyens. Il ne peut y avoir de parti unique.

Article 4 : La loi est l'expression suprême de la volonté de la Nation. Tous sont tenus de s'y soumettre. La loi ne peut avoir d'effet rétroactif.

Article 5 : tous les Marocains sont égaux devant la loi.

Article 6 : l'Islam est la Religion de l'Etat qui garantit à tous le libre exercice des cultes.

Article 7 : l'emblème du Royaume est le drapeau rouge frappé en son centre d'une étoile verte à cinq branches.

La devise du Royaume est Dieu, la Patrie, le Roi.

Article 8 : l'homme et la femme jouissent de droits politiques égaux. Sont électeurs tous les citoyens majeurs des deux sexes jouissant de leurs droits civils et politiques.

Article 9 : la Constitution garantit à tous les citoyens :

- La liberté de circuler et de s'établir dans toutes les parties du Royaume;
- La liberté d'opinion, La liberté d'expression sous toutes ses formes et la liberté de réunion;
- La liberté d'association et la liberté d'adhérer à toute organisation syndicale et politique de leur choix.

Il ne peut être apporté de limitation à l'exercice de ces libertés que par la loi.

Article 10 : nul ne peut être arrêté, détenu ou puni que dans les cas et les formes prévus par la loi. Le domicile est inviolable. Les perquisitions ou vérifications ne peuvent intervenir que dans les conditions et les formes prévues par la loi.

Article 11 : La correspondance est secrète.

Article 12 : tous les citoyens peuvent accéder, dans les mêmes conditions, aux fonctions et emplois publics.

Article 13 : tous les citoyens ont également droit à l'éducation et au travail.

Article 14 : le droit de grève demeure garanti.
Une loi organique précisera les conditions et les formes dans lesquelles ce droit peut s'exercer.

Article 15 : le droit de propriété demeure garanti.
La loi peut en limiter l'étendue et l'exercice si les exigences du développement économique et social planifié de la Nation en dictent la nécessité.
Il ne peut être procédé à expropriation que dans les cas et les formes prévus par la loi.

Article 16 : tous les citoyens contribuent à la défense de la patrie.

Article 17 : tous supportent, en proportion de leurs facultés contributives, les charges publiques que seule la loi peut, dans les formes prévues par la présente Constitution, créer et répartir.

Article 18 : tous supportent solidairement les charges résultant des calamités nationales.

• **Consignes :**

- 1 • - Faites des remarques sur la forme de ce texte : mise en forme et disposition des contenus.
 - De quel genre relève ce texte ?
 - Pourquoi a-t-on choisi cette disposition ?
 - Avez-vous sous les yeux le document d'origine en entier ? Justifiez votre réponse.
- 2 • - A qui ce texte s'adresse-t-il ?
 - Quel est le temps verbal utilisé dans ce texte ? Justifiez cet emploi.
 - Quelle est la visée du texte ?
- 3 • - Quelle est la fonction du préambule ?
- 4 • - Relevez les termes appartenant aux domaines suivants : Politique, économique, social, juridique, religieux. (champs lexicaux)
- 5 • - Dans ces domaines, le texte définit les droits et les devoirs du citoyen. Dites quels sont ces droits et ces devoirs.
- 6 • - Dans ce document, l'acte de prescrire est dominant. Relevez et classez les énoncés où cet acte se réalise.
 - Comparez ces différents énoncés.

| Obligation | Interdiction | Restriction | Assertion |
|------------|--------------|-------------|-----------|
| | | | |

A. Syntaxe

OBLIGATION, INTERDICTION ET RESTRICTION.

• Support :

**Loi n° 12-92 relative à l'établissement et
à la révision des listes électorales générales et à
l'organisation des élections des conseils communaux**

**TITRE PREMIER
ETABLISSEMENT ET REVISION DES LISTES
ELECTORALES DANS LES COMMUNES**

**Chapitre premier
Etablissement des listes électorales
dans les communes**

Article : 3. - sous réserve des dispositions de l'article 4 ci-dessous, les marocains des deux sexes âgés de 20 années grégoriennes révolues à la date de l'établissement des listes électorales définitives en vertu des dispositions de la présente loi doivent se faire inscrire sur la liste électorale.

1) Soit de la commune du lieu de leur naissance; toutefois lorsque cette dernière se trouve englobée dans une communauté urbaine, ils peuvent demander leur inscription sur la liste électorale de n'importe laquelle des communes composant cette communauté;

2) Soit de la commune où ils résident effectivement depuis six mois au moins à la date du dépôt de leur demande. [...]

Les intéressés doivent présenter leur demande, en personne sur un imprimé spécial en y indiquant leur nom et prénom, date et lieu de naissance, profession, adresse, le numéro de leur carte d'identité nationale ou de leur pièce d'identité ou leur livret d'état civil.

A défaut des pièces mentionnées ci-dessus, l'identité peut-être établie par le témoignage de deux personnes dont l'identité est établie par un document officiel.

Article 4 : ne peuvent être portés sur les listes électorales :

1) Les militaires de tous grades en activité de service, les agents de la force publique (gendarmerie, police, force auxiliaires).

2) Les naturalisés marocains pendant cinq ans suivant leur obtention de la nationalité marocaine, tant qu'ils n'auront pas été relevés de cette incapacité dans les conditions prévues par le dernier alinéa de l'article 17 du dahir n° 1-58-250 du 21 safar 1378 (6 septembre 1958) portant code de la nationalité marocaine;

3) Les individus condamnés irrévocablement.

4) Les individus privés du droit de vote par décision de justice pendant le délai fixé par cette décision;

5) Les individus en état de contumace;

6) Les interdits judiciaires;

7) Les faillis non réhabilités dont la faillite a été déclarée par un tribunal marocain ou par une décision judiciaire rendue à l'étranger, mais déclarée exécutoire au Maroc;

8) Les personnes condamnées à la peine de la dégradation nationale tant qu'ils n'auront pas bénéficié d'une amnistie générale ou recouvré leurs droits civiques à l'expiration de la période pour laquelle la condamnation a été prononcée.

• **Consignes :**

- 1- A quelles obligations sont soumis les électeurs ?
 - Toutes les personnes peuvent-elles participer aux élections ?
 - Quelles personnes ne peuvent pas le faire ?
 - L'obligation de s'inscrire dans la commune de résidence est-elle totale ?
 - La présentation des pièces d'identité est-elle obligatoire dans tous les cas ?
- 2- Complétez le tableau en relevant les expressions de l'obligation, de l'interdiction et de la restriction.

| | Expressions | Enoncés |
|--------------|-------------|---------|
| Obligation | | |
| Interdiction | | |
| Restriction | | |

- 3- Quel rapport y-a-t-il entre l'obligation, l'interdiction et la restriction ?
- 4- Remplacez les expressions relevées par des équivalents.

Exercices :

- 1- Classez les énoncés selon qu'ils expriment une obligation, une interdiction ou une restriction.
 - a- Seuls les véhicules de service peuvent circuler dans le secteur.
 - b- Hormis quelques abstentions, tous les pays ont officiellement voté la motion condamnant le terrorisme.
 - c- Les actes de saccage ou de vandalisme ne sont tolérés sous aucun prétexte.
 - d- Sauf erreur, tous les candidats sont admis.
 - e- Vous ne pourrez assister au spectacle à moins que vous ne vous procuriez un billet au marché noir.
 - f- Il est hors de question de faire jouer l'équipe un jour de fête.
 - g- Votre présence à cette réunion est nécessaire.
 - h- L'accès aux stands de jeu est interdit aux enfants, exceptés les dimanches.

2- Voici un texte extrait d'un règlement intérieur d'un lycée :

1) Tenue vestimentaire :

Une tenue propre et décente est exigée. Faut-il rappeler ici que la propreté est la première leçon d'éducation civique enseignée dans tous les pays.

Maquillage, talons hauts, cheveux lâchés et sacs à mains sont interdits. La blouse est obligatoire et doit être correcte.

2) Absences :

Passés deux jours, un certificat médical est exigé. Toutefois, certaines absences peuvent être justifiées par les parents.

3) Retards :

Ils sont comptabilisés et sanctionnés en cas de répétitions.

4) Accès au lycée :

Les élèves doivent pénétrer au lycée à la sonnerie qui annonce le mouvement vers les classes (7h45 - 13h45). Pas de sortie avant 12 et 16 h.

5) Les changements de classes et de série à la rentrée :

Ils perturbent le lancement de l'année scolaire et ne peuvent plus être tolérés. Les cas de force majeure sont soumis à l'approbation de la Direction.

• Consignes :

- D'où ce texte émane-t-il ?
 - A qui s'adresse-t-il ?
 - Relevez dans un tableau les phrases exprimant l'obligation, l'interdiction et la restriction.
 - Récrivez le texte en transformant les obligations en interdictions et vice-versa et en apportant les modifications nécessaires.
- 3- A partir des éléments suivants, rédigez des énoncés de manière à exprimer :
- a) L'obligation,
 - b) L'interdiction,
 - c) La restriction.
- 1 - A l'entrée des stades, les agents ont reçu des ordres.
 - 2 - Pour passer le concours d'entrée.
 - 3 - Tous les produits importés illégalement.
 - 4 - Les enfants de moins de douze ans ...
 - 5 - Les chiens non tenus en laisse ...
 - 6 - Pour avoir accès au dossier ...
 - 7 - Rouler à plus de 80 KM/h ...
 - 8 - Ne pas fumer.
 - 9 - La participation à une compétition sportive.
 - 10- L'obtention d'un visa.
- 4- Le gérant d'une auberge de jeunesse veut adjoindre un article supplémentaire au règlement organisant le séjour dans l'auberge, par lequel il veut interdire ou restreindre certaines activités nocturnes.
- Rédigez cet article.

B- Champ lexical du mot "droit"

• Support :

1. droit, e [drwa, drwat] adj. **1°** Se dit d'une ligne sans déviation, sans courbure : *La ligne droite est le plus court chemin d'un point à un autre. Une route toute droite à travers la plaine. Tirer des traits avec une règle bien droite* (contr. : COURBE, TORDU, GAUCHI). *Une politique qui mène en droite ligne à la catastrophe financière* (syn. : directement). — **2°** Qui est vertical, debout : *Des peupliers droits* (contr. : PENCHÉ, INCLINÉ). — **3°** Qui est dans une position de symétrie, qui est bien stable : *Un cadre qui n'est pas droit. Son chapeau bien droit sur sa tête* (contr. : DE TRAVERS, DE BIAIS; fam. : DE GUINGOIS). — **4°** Se dit d'une personne (ou de son comportement) qui agit honnêtement, selon sa conscience : *Un garçon très droit* (syn. : FRANC, HONNÊTE, LOYAL, SINCÈRE). *Un cœur droit* (contr. : FOURBE, DISSIMULÉ, FAUX, RETORS). *Rester dans le droit chemin* (= vivre honnêtement). — **5°** Se dit d'un esprit qui juge sainement : *Il a un jugement droit* (syn. : SENSÉ, SAIN, RAISONNABLE). — **6°** Droit comme un I, comme un piquet, comme une statue, se dit d'une personne qui se tient droite et raide. ♦ adv. **1°** Selon une ligne droite : *Avancer droit devant soi. Un ivrogne incapable de marcher droit. Une flèche d'église qui pointe droit dans le ciel.* — **2°** Selon l'honnêteté : *Livré à lui-même dès son enfance, il n'a jamais appris à marcher droit.* — **3°** Sans intermédiaire, sans interruption : *Une affaire qui va droit à la faillite.* ♦ **droite** n. f. Ligne droite (langue de la géométrie). ♦ **droitement** adv. Sens 4 de l'adj. : Il a toujours agi droitement avec moi (syn. : HONNÊTEMENT, FRACHEMENT, LOYALEMENT). ♦ **droiture** n. f. Sens 4 de l'adj. : On peut suspecter la droiture de ses intentions. Un garçon d'une droiture irréprochable (syn. : HONNÊTETÉ, FRANCHISE, LOYAUTÉ).

2. droit, e [drwa, drwat] adj. Se dit de ce qui, par rapport au corps humain, est situé du côté opposé au cœur (contr. : GAUCHE) : *La plupart des gens sont plus habiles de la main droite. Il est sourd de l'oreille droite. Il a le côté droit paralysé. Mettre ses clefs dans sa poche droite. L'aile droite d'une armée* (= la partie qui est à droite quand on regarde vers le front ennemi). *La rive droite d'une rivière* (= celle qu'on a à sa droite si on suit le cours de l'eau). ♦ **droite** n. f. Côté droit (contr. : GAUCHE) : *Etre assis à la droite de quelqu'un. Un automobiliste qui ne tient pas sa droite.* • Loc. ADV. A droite, du côté droit : *Prendre la première rue à droite. A droite et à gauche, de droite et de gauche, de divers côtés, ici et là : Recueillir quelques informations à droite et à gauche. Il a beaucoup voyagé de droite et de gauche* (syn. : DE CÔTÉ ET D'AUTRE). ♦ **droitier, ère** adj. et n. Se dit d'une personne qui se sert surtout de sa main droite (contr. : GAUCHER).

3. droit [drwa] n. m. **1°** Faculté, légalement ou moralement reconnue, d'agir de telle ou telle façon, de jouir de tel ou tel avantage : *Vous avez le droit de faire appel de ce jugement. On n'a pas le droit d'incommoder les voisins par un tapage nocturne. Les femmes ont maintenant le droit de vote en France. Tu peux avoir une opinion différente, c'est ton droit. Il a droit à un mois de vacances. Un vieillard a droit à des égards. Il a fait valoir ses droits sur cet héritage. Les parents ont des droits sur leurs enfants* (contr. : DEVOIR). *Je suis en droit de vous demander des explications* (= vous devez me les fournir). *On peut à bon droit compter sur une indemnité* (syn. : LÉGITIMEMENT). *Cet avantage vous est acquis de droit, de plein droit* (= sans qu'il y ait lieu de l'obtenir par faveur). *On a fait droit à sa requête* (= il a obtenu satisfaction). *L'enquête cherche à établir lequel des deux automobilistes était dans son droit* (= avait respecté le règlement; contr. : TORT). — **2°** Ensemble des lois qui règlent les rapports entre les membres d'une société : *Droit civil. Droit international. Droit canon. Un étudiant qui fait son droit* (= qui étudie le droit). *En droit, vous ne pouvez rien réclamer, mais, en équité, on devrait vous accorder un dédommagement.* — **3°** A qui de droit, à la personne compétente.

4. droit [drwa] n. m. Somme d'argent de montant défini, qui doit être versée à quelqu'un ou à un organisme : *Acquitter des droits de transport sur l'alcool. Une convention qui règle les droits de douane. Le droit d'entrée est de dix francs. Les droits d'auteur sont la somme que l'éditeur verse à l'auteur d'un livre.*

• **Consignes :**

- 1- Comment sont marquées les entrées de l'article "droit" ?
 - Sur quels critères ces articles sont-ils établis ?
 - Dans l'entrée 1, combien d'acceptions revêt l'adjectif "droit" ?
 - Faites un tableau récapitulatif de ces acceptions.
 - Combien le mot "droit" a-t-il d'acceptions ?
 - Faites en un tableau récapitulatif.
- 2- Relevez les expressions formées avec le nom "droit".
 - Etudiez et comparez leurs constructions.
 - employez-les dans des phrases.

Exercices :

- 1- En vous aidant de la liste des diverses acception du mot "droit"
Dites à quel sens correspond l'emploi de ce mot dans les énoncés suivants :

| Enoncés | Acceptions |
|--|---|
| a- Tiens-toi droit, dit le professeur à l'élève. b- La femme a le droit de choisir son conjoint. c- Les armateurs marocains ont défendu leur droit auprès de la CEE. d- Les études de droit sont longues et difficiles. e- Les droits des parkings sont très élevés en été. f- Le droit public et le droit coutumier ne doivent pas être contradictoires. g- Tu peux te fier à cet homme. Il a toujours été droit. h- Il est en droit de déposer une plainte pour vol. i- Il n'a pas le droit de rentrer après minuit. | 1- faculté légale d'agir et de jouir de privilèges. 2- sciences juridiques. 3- Honnête. 4- permission. 5- debout. 6- ce qui est conforme à l'équité. 7- taxe, redevance. 8- juridiquement possible. 9- ensemble de règles, de lois. |

- 2- Associez à chaque spécialité du droit, les situations qui conviennent :
 - 1- Un élevage d'huîtres s'est installé sur le littoral sans autorisation préalable.
 - 2- Certaines dispositions réglementant les élections vont être révisées.
 - 3- Cette femme réclame la garde de ses enfants après son divorce.
 - 4- L'employé conteste la note que lui a attribué son chef de service.
 - 5- Si ta maison a été cambriolée, tu dois porter plainte.
 - 6- Les bretons s'élèvent contre la pollution provoquée par le naufrage d'un pétrolier britannique.
 Droit a) *international*, b) *civil*, c) *maritime*, d) *administratif*, e) *constitutionnel*, f) *pénal*.

- 3- Cherchez d'autres emplois du mot droit, d'autres expressions avec le mot.

- 4- Schématisez l'article "droit" en vous inspirant des activités de langue de l'unité didactique 2.
Comparez avec le schéma du même article tiré d'un autre dictionnaire.

Activités orales

• Consignes :

A- 1- Vous participez à la création d'un concours littéraire à l'intention des élèves de votre lycée. Préparez une proposition de règlement à soumettre au comité d'organisation de ce concours. Vous pouvez vous inspirer du règlement du Prix Roger Kowalsky que vous adapterez au contexte de votre classe ou de votre établissement.

2- Elaborez le règlement d'un jeu-concours à l'exemple des jeux télévisés culturels.

B- Débat.

a- Thème : La discipline.

- La discipline est-elle une condition nécessaire de la réussite ?
- Dans quel domaine cela est-il vrai ?
- Quand peut-on parler d'auto-discipline ?

b- Thème : les droits de l'homme

• Support :

DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU (extraits)

Article premier : Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.

Article : 3- - Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne.

Article : 11- - Toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public où toutes les garanties nécessaires à sa défense lui auront été assurées.

Article : 17- - Toute personne, aussi bien seule qu'en collectivité, a droit à la propriété.

Article : 23- - Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage.

Article : 26- - Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé; l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite.

Consigne :

Le document d'où ces articles sont extraits a une portée universelle. Comparez ses contenus avec ceux d'autres documents à portée moins étendue mais à visées identiques.

Fiche pédagogique n°17

Activité de lecture

REFERENCES

| | |
|--|---|
| Supports didactiques | - Texte : "Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes" - (manuel : page 116). |
| Objectif général | Analyser le discours juridique et législatif à partir d'une charte internationale dont on vérifiera le degré d'application dans la réalité. |
| Objectifs spécifiques | <ul style="list-style-type: none"> - Prendre connaissance de la déclaration internationale sur les Droits de la femme. - Connaître les modalités linguistiques employées dans ce type de discours. |
| Compétences visées | La loi, l'égalité, la dignité. |
| capacités à développer en matière d'éducation aux Droits de l'Homme | <ul style="list-style-type: none"> - Etre capable de dénoncer toute forme de discrimination basée sur le sexe, la race ou l'ethnie. - Etre capable d'observer son entourage et d'émettre des jugements basés sur des références juridiques. - Etre capable de respecter l'Autre même s'il est différent. |
| Références | <ul style="list-style-type: none"> - Manuel de l'élève - 3AS lettres - p 116-UD6. - Guide du professeur . 3AS lettres - p.71. |

DEROULEMENT

| Etapas/objectifs intermédiaires | Contenus et conduite de la classe |
|---|---|
| 1. Mise en situation | <ul style="list-style-type: none"> - Rappel du texte "la constitution ..." p.114. - Les Droits et Devoirs du citoyen garantis par la constitution. - Rappel des articles 5 et 8 de la constitution qui insistent sur l'égalité entre l'Homme et la femme. |
| 2. Présentation et analyse globale | <ul style="list-style-type: none"> - Présentation du texte : <ul style="list-style-type: none"> • Titre. • Articles et sous-articles. • Auteur / année. - Questions de compréhension globale: <ul style="list-style-type: none"> • A qui est destiné le texte en premier lieu ? Et en second lieu ? • Sur quoi portent ces articles ? • Les domaines abordés (le travail, le ménage ...) |
| 3. Analyses | <ul style="list-style-type: none"> - Analyse du texte : <ul style="list-style-type: none"> • Relevé des types de droits défendus. • Relevé des interdictions, des obligations et des restrictions. • Comparer entre l'article 10 et l'article 11. - Analyse du discours : <ul style="list-style-type: none"> • La visée du législateur ? • Les modalités linguistiques employées. • Le lexique juridique (statut, mesures, défense, injuste, légal, illégal ...). • Les temps des verbes employés. |
| 4. Commentaires et applications | <ul style="list-style-type: none"> - Enumérer les formes de discrimination dont la femme est victime et les Droits qui y correspondent. - Cette énumération servira de support pour évoquer et analyser des cas de discrimination sexuelle vécue par les élèves ou par leur proches. - Ce travail trouvera son prolongement en Activités Orales. (Cf. Propositions ci-dessous). |

PROLONGEMENTS

| Activités | Contenus / références |
|-----------------------------|---|
| 1. Production écrite | <p>- Objet : produire des textes prescriptifs, réglementaires en s'inspirant des textes vus en lecture.</p> <p>- Références : guide du professeur - 3AS -lettres - p. 76 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réécriture d'un texte réglementaire. • Elaboration d'un règlement intérieur de l'établissement. <p>- Autre possibilité (cf. Manuel page 130)- travail en groupes</p> <p>Consigne : afin de favoriser les échanges entre les jeunes de différentes nationalités, les responsables de votre lycée et ceux d'un lycée français ont décidé de procéder au jumelage des deux établissements.</p> <p>Proposez un projet de convention qui précisera les domaines et les modalités de coopération inscrites dans le cadre de ce jumelage.</p> |
| 2. Activités orales | <p>- Support : déclaration des Nations Unies sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (manuel page 116).</p> <p>- Objectifs : amener les élèves à débattre de la condition de la femme au Maroc à partir de cas précis et en se référant au texte de la déclaration universelle des Nations Unies susmentionnée (page 116).</p> <p>- Démarches pédagogiques possibles :</p> <p>* Débat :</p> <ul style="list-style-type: none"> • organiser une table ronde en classe. • le thème du débat serait préparé à l'avance par les élèves avec lecture hors classe du texte-support de la page 116. • profiter des classes mixtes pour constituer un groupe de filles et un groupe de garçons au cas où les élèves l'accepteraient. <p>* Enquête : un groupe de recherche serait formé (groupe mixte) pour mener une enquête dans le lycée au sujet de la discrimination à l'égard des femmes.</p> <p>Le compte-rendu de l'enquête sera présenté et discuté en classe.</p> <p>* Témoignages :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des filles victimes de discrimination présenteront leurs expériences devant leurs camarades en classe. • des cas vécus de discrimination seront présentés par les élèves et discutés en classe. <p>N.B : Le professeur choisira parmi ces démarches celle qui lui paraîtra convenable.</p> |

Texte : 1

DÉCLARATION DES NATIONS UNIES SUR L'ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION À L'ÉGARD DES FEMMES

Article premier :

La discrimination à l'égard des femmes, du fait qu'elle nie ou limite l'égalité des droits de la femme avec l'homme, est fondamentalement injuste et constitue une atteinte à la dignité humaine.

Article 10 :

1· Toutes mesures appropriées doivent être prises pour assurer aux femmes mariées ou non mariées les mêmes droits qu'aux hommes dans le domaine de la vie économique et sociale, et notamment :

a) Le droit, sans discrimination fondé sur le statut matrimonial ou sur toute autre raison, à l'accès à la formation professionnelle, au travail, au libre choix de la profession et l'emploi, et à la promotion dans l'emploi et la profession;

b) Le droit à l'égalité de rémunération avec les hommes et à l'égalité de traitement pour un travail d'égale valeur;

c) Le droit à des congés payés, à des prestations de retraite et au bénéfice de prestations sociales de chômage, de maladie, de vieillesse ou pour d'autres pertes de la capacité de travail;

d) Le droit de recevoir des allocations familiales dans les mêmes conditions que celles prévues pour les hommes.

2· Afin d'empêcher la discrimination à l'égard des femmes du fait du mariage ou de la maternité et d'assurer leur droit effectif au travail, des mesures doivent être prises pour empêcher qu'elles ne soient licenciées en cas de mariage ou maternité et pour prévoir des congés de maternité payés avec la garantie de retour à l'ancien emploi, et pour leur ménager les services sociaux nécessaires, y compris les services de puériculture.

3· Les mesures qui seront prises pour protéger la femme, dans les cas de certains types de travaux, pour des raisons inhérentes à la constitution physique, ne seront pas considérées comme discriminatoires.

Article 11 :

1· Il est indispensable que le principe de l'égalité de droits des hommes et des femmes soit mis en œuvre dans tous les états conformément aux principes de la charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

2· Les gouvernements, les organisations non gouvernementales et les individus sont donc invités à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour promouvoir l'application des principes contenus dans la présente Déclaration.

Nations Unies, New York, 1975

Texte : 2

Extrait du code Pénal SECTION V. - DE L'ABANDON DE FAMILLE (Articles 479 à 482)

Article : 479. - Est puni de l'emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 200 à 2.000 dirhams ou de l'une de ces deux peines seulement :

1°) Le père ou la mère de famille qui abandonne sans motif grave, pendant plus de deux mois, la résidence familiale et se soustrait à tout ou partie des obligations d'ordre moral et matériel résultant de la puissance paternelle, de la tutelle, ou de la garde.

Le délai de deux mois ne peut être interrompu que par un retour au foyer impliquant la volonté de reprendre définitivement la vie familiale.

2°) Le mari qui, sachant sa femme enceinte, l'abandonne volontairement pendant plus de deux mois, sans motif grave.

Article : 480. - Est puni de la même peine, quiconque, au mépris d'une décision de justice définitive ou exécutoire par provision, omet volontairement de verser à l'échéance fixée une pension alimentaire à son conjoint, à ses ascendants ou à ses descendants.

En cas de récidive, la peine de l'emprisonnement est toujours prononcée.

La pension alimentaire fixée par le juge doit être fournie à la résidence de celui qui en bénéficie, sauf décision contraire.

Texte : 3

Extraits du code du Travail TRAVAIL DES ENFANTS ET DES FEMMES

Décret n° 2-56-1019 du 10 safar 1377 (6 septembre 1957)
concernant les travaux dangereux interdits aux enfants et aux femmes.

Article premier - Il est interdit d'employer les enfants âgés de moins de seize ans et les femmes au graissage, au nettoyage, à la visite ou à la réparation des machines ou mécanismes en marche.

Article : 2. - Il est interdit d'employer les enfants âgés de moins de seize ans et les femmes dans les locaux où se trouvent des machines actionnées à la main ou par un moteur mécanique, dont les parties dangereuses ne sont point couvertes de couvre-engrenages, garde-mains et autres organes protecteurs.

DES CONDITION D'EMPLOI DES TRAVAILLEURS

CHAPITRE PREMIER

De l'emploi des femmes et des enfants et de la durée du travail

Article : 14. - Les enfants âgés de moins de seize ans et les femmes ne peuvent être employés à un travail de nuit.

Toutefois, des dérogations peuvent être apportées à cette règle par l'agent chargé de l'inspection du travail en agriculture.

Le travail de nuit commence deux heures après le coucher du soleil et se termine deux heures avant le lever du soleil.

Article : 15. - La suspension du travail par la femme, pendant douze semaines consécutives, dans la période qui précède et qui suit l'accouchement ne peut être une cause de rupture par l'employeur du contrat de travail.

La durée de la suspension du travail prévue à l'alinéa précédent peut être prolongée de trois semaines lorsque l'absence de la femme est due à une maladie résultant de la grossesse ou des couches et mettant celle-ci dans l'impossibilité de reprendre son travail.

Pendant une année, à compter du jour de l'accouchement, les femmes qui allaitent leur enfant disposent quotidiennement, durant les heures de travail, d'une demi-heure le matin et d'une demi-heure l'après-midi, sans que ces interruptions puissent donner lieu à une réduction de salaire.

• **Consignes :**

1- Observez les 3 textes et faites des remarques sur leur présentation matérielle et sur la disposition des contenus.

2- Quelle est l'instance émetrice du discours dans chaque texte ?

— Quels en sont les destinataires ?

— Ces textes ont-ils un thème commun ? Lequel ?

— Quelles en sont les différentes visées ?

3- D'après ces visées, chaque texte traite d'un aspect particulier. Quels sont ces trois aspects ?

— Quel est le texte dont la portée est la plus générale ?

— Quel texte est plutôt législatif ? Lequel est plutôt juridique ?

4- Relevez quelques énoncés prescriptifs dans chaque texte et classez-les dans le

| Exhortation | Obligation | Condition d'exécution |
|-------------|------------|-----------------------|
| | | |

tableau suivant :

— Quelles remarques pouvez-vous faire à partir de ce tableau sur :

— Les différentes formes linguistiques,

— Les portées respectives des énoncés prescriptifs (invitation à respecter des principes / interdictions et restrictions catégoriques et précises / modalités d'exécution des sanctions).

5- Mettez en rapport les trois textes et dites à quels niveaux ils se situent les uns par rapport aux autres.

بسم الله الرحمن الرحيم
الحمد لله الذي هدانا لهذا
ما كنا لنهتدي لولا أن هدانا الله
والحمد لله رب العالمين